

Art. 30. L'article 21 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Pendant un an à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, lorsqu'il s'agit d'une convention visée à l'article 1^{er} de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction, la loi s'applique aux travaux immobiliers pour lesquels la demande de permis d'urbanisme est postérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi.”

CHAPITRE 12. — Dispositions finales

Art. 31. La présente loi est aussi appelée la “Loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile professionnelle dans le secteur de la construction”.

Art. 32. Les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution s'appliquent aux contrats d'assurance souscrits à compter des dates respectives d'entrée en vigueur de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Elles s'appliquent également aux contrats d'assurance existants qui couvrent les conventions de prestation immatérielle conclues après l'entrée en vigueur de la loi et de ses arrêtés d'exécution.

Les entreprises d'assurance procèdent à l'adaptation formelle des contrats d'assurance et autres documents d'assurance aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution au plus tard à la date de la modification, du renouvellement, de la reconduction ou de la transformation des contrats en cours.

Art. 33. À l'exception du chapitre 11 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2018, la présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

Le Ministre des Indépendants,
D. DUCARME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————
Note

Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 3602

Compte rendu intégral : 24 et 25 avril 2019.

Art. 30. Artikel 21 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Gedurende een jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze wet, is indien het gaat om een overeenkomst als bedoeld bij artikel 1 van de wet van 9 juli 1971 tot regeling van de woningbouw en de verkoop van te bouwen of in aanbouw zijnde woningen, de wet van toepassing op onroerende werken voor dewelke de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning later valt dan de inwerkingtreding van deze wet.”

HOOFDSTUK 12. — Slotbepalingen

Art. 31. Deze wet wordt ook “Wet betreffende de verplichte verzekering van de burgerlijke beroepsaansprakelijkheid in de bouwsector” genoemd”.

Art. 32. De bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten zijn van toepassing op verzekeringsovereenkomsten gesloten vanaf de respectieve data van inwerkingtreding van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten.

Zij zijn eveneens van toepassing op de bestaande verzekeringsovereenkomsten die de overeenkomsten inzake immateriële prestaties dekken die worden gesloten na de inwerkingtreding van de wet en haar uitvoeringsbesluiten.

De verzekeringsondernemingen gaan over tot de aanpassing van de verzekeringsovereenkomsten en andere verzekeringsdocumenten aan de bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten, uiterlijk op de datum van de wijziging, hernieuwing, verlenging of omvorming van de lopende overeenkomsten.

Art. 33. Met uitzondering van hoofdstuk 11 dat in werking treedt op 1 juli 2018, treedt deze wet in werking op 1 juli 2019.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 9 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS

De Minister van Zelfstandigen,
D. DUCARME

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 3602

Integraal Verslag : 24 en 25 april 2019

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/13375]

20 JUIN 2019. — Arrêté royal modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu la loi du 15 mai 2007 sur l'Inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police, l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 janvier 2001 établissant au département de l'Intérieur un Secrétariat administratif et technique;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (“PJPo”);

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/13375]

20 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 op de Algemene Inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten, artikel 26;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 januari 2001 tot instelling bij het departement van Binnenlandse Zaken van een Administratief-Technisch Secretariaat;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten (“RPPo”);

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale;

Vu l'arrêté royal du 10 mai 2007 établissant un Secrétariat administratif et technique auprès du Ministre de la Justice;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 2008 relatif au secrétariat de la commission permanente de la police locale et modifiant l'arrêté royal du 26 mars 2005 portant réglementation des détachements structurels de membres du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif aux membres des services d'appui de la gestion à la police fédérale;

Vu le protocole de négociation n°432/1 du comité de négociation pour les services de police, conclu le 13 septembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 24 octobre 2018;

Vu l'accord partiel de la Ministre de la Fonction publique, donné le 30 avril 2019;

Vu l'accord de la Ministre du Budget, donné le 30 avril 2019;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 10 mai 2019 permettant de passer outre au refus partiel d'accord de la Ministre de la Fonction Publique;

Vu l'avis 66.173/2 du Conseil d'Etat, donné le 12 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'avis du Conseil des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné; qu'en conséquence il y a été passé outre;

Sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

TITRE 1^{er}. — DISPOSITIONS MODIFICATIVES

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté royal du 15 janvier 2001 établissant au département de l'Intérieur un Secrétariat administratif et technique*

Article 1^{er}. L'article 7, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 15 janvier 2001 établissant au département de l'Intérieur un Secrétariat administratif et technique, modifié par l'arrêté royal du 5 octobre 2018, est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, à l'exception des aspirants, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette allocation.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'allocation forfaitaire mensuelle ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette allocation, conservent le bénéfice de cette allocation aussi longtemps qu'ils restent de manière ininterrompue membres du Secrétariat. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un emploi en dehors du Secrétariat, le droit à l'allocation s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette allocation.”

Art. 2. Dans l'article 7bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 8 juillet 2001, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er} du paragraphe 1^{er}, le montant “96.089 francs” est remplacé par le montant “2.381,98 euros”;

2° le paragraphe 1^{er} est complété par trois alinéas, rédigés comme suit:

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette allocation.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'allocation forfaitaire mensuelle ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette allocation, conservent le bénéfice de cette allocation aussi longtemps qu'ils sont désignés de manière ininterrompue à l'appui administratif du Secrétariat. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un emploi en dehors du Secrétariat, le droit à l'allocation

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 mei 2007 tot instelling bij de Minister van Justitie van een technisch en administratief secretariaat;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 december 2008 betreffende het secretariaat van de Vaste Commissie van de Lokale Politie en tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2014 met betrekking tot de leden van de diensten voor beleidsondersteuning bij de federale politie;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr 432/1 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten, gesloten op 13 september 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gegeven op 24 oktober 2018;

Gelet op het gedeeltelijk akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 30 april 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 30 april 2019;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 10 mei 2019 om voorbij te gaan aan de gedeeltelijke weigering van akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op het advies 66.173/2 van de Raad van State, gegeven op 12 juni 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies van de Raad van burgemeesters niet regelmatig is gegeven; dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

TITEL I. — WIJZIGINGSBEPALINGEN

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 15 januari 2001 tot instelling bij het departement van Binnenlandse Zaken van een Administratief-Technisch Secretariaat*

Artikel 1. Artikel 7, § 1, van het koninklijk besluit van 15 januari 2001 tot instelling bij het departement van Binnenlandse Zaken van een Administratief-Technisch Secretariaat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 2018, wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze toelage.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijkse forfaitaire toelage genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze toelage opent, behouden het voordeel van deze toelage zolang zij ononderbroken lid blijven van het Secretariaat. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een betrekking buiten het Secretariaat, vervalt het recht op de toelage definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze toelage echter niet uitdoven.”

Art. 2. In artikel 7bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 8 juli 2001, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid van paragraaf 1 wordt het bedrag “96.089 frank” vervangen door het bedrag “2.381,98 euro”;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze toelage.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijkse forfaitaire toelage genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze toelage opent, behouden het voordeel van deze toelage zolang zij ononderbroken aangewezen zijn voor de administratieve steun bij het Secretariaat. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een andere betrekking buiten het Secretariaat, vervalt het recht op de toelage definitief en

s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette allocation.”;

3° le paragraphe 2 est abrogé.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police*

Art. 3. Dans l'article II.II.6 PJPol, dans l'alinéa 1^{er} les mots “M4.1, M4.2” sont remplacés par les mots “M4.1, M4.2 et M5.1”.

Art. 4. Dans l'article II.III.3 PJPol, remplacé par l'arrêté royal du 23 mars 2007, dans le texte en français, les mots “l'annexe 1^{re}bis” sont remplacés par les mots “l'annexe 1^{ère}bis”.

Art. 5. A l'article II.III.4 PJPol, remplacé par l'arrêté royal du 23 mars 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° dans l'alinéa 2, la deuxième phrase commençant par les mots “L'échelle de” et finissant par les mots “à ce grade.” est abrogée.

Art. 6. Dans le chapitre II, remplacé par l'arrêté royal du 23 mars 2007, du Titre III de la Partie II, PJPol, un article II.III.8/1 est inséré rédigé comme suit:

“Art. II.III.8/1. Le membre du personnel auquel la première, la deuxième, la troisième ou la quatrième échelle de traitement d'un groupe d'échelle de traitement maximum lié à un grade spécifique du niveau B est attribuée, bénéficie, lorsqu'il est plus favorable, du traitement calculé, sur base de la même ancienneté pécuniaire, respectivement dans les échelles de traitement BB1, BB2.2, BB3.2 ou BB4.2.”

Art. 7. Les articles II.III.5 à II.III.13 PJPol, remplacés par l'arrêté royal du 23 mars 2007 et modifié par l'arrêté royal du 20 juin 2019, sont remplacés par ce qui suit:

“Art. II.III.5. Le grade de consultant comprend les échelles de traitement BB1, BB2, BB3 et BB4.

Art. II.III.6. Les grades de traducteur, secrétaire de direction et photographe comprennent chacun les échelles de traitement B1A, B2A, B3A et B4A.

Art. II.III.7. Les grades de consultant-ICT et de consultant technique comprennent chacun les échelles de traitement B1B, B2B, B3B et B4B.

Art. II.III.8. Les grades d'assistant social, comptable, infirmier, laborantin et consultant en communication comprennent chacun les échelles de traitement B1D, B2D, B3D et B4D.

Art. II.III.8/1. Le membre du personnel auquel la première, la deuxième, la troisième ou la quatrième échelle de traitement d'un groupe d'échelle de traitement lié à un grade spécifique du niveau B est attribuée, bénéficie, lorsqu'il est plus favorable, du traitement calculé, sur base de la même ancienneté pécuniaire, respectivement dans les échelles de traitement BB1, BB2, BB3 ou BB4.

Art. II.III.9. Le grade d'assistant comprend les échelles de traitement CC1, CC2, CC3 et CC4.

Art. II.III.10. Les grades d'assistant ICT et d'ouvrier spécialisé comprennent chacun les échelles de traitement C1A, C2A, C3A et C4A.

Art. II.III.11. En ce qui concerne les membres du personnel statutaires, les grades d'auxiliaire et d'ouvrier comprennent chacun les échelles de traitement DD1, DD2, DD3 et DD4.

En ce qui concerne les membres du personnel contractuels, les grades d'auxiliaire et d'ouvrier comprennent chacun les échelles de traitement DD1, DD2.1 et DD3.1.

Art. II.III.12. En ce qui concerne les membres du personnel statutaires, les grades d'employé et d'ouvrier qualifié comprennent chacun les échelles de traitement D1A, D2A, D3A et D4A.

En ce qui concerne les membres du personnel contractuels, les grades d'employé et d'ouvrier qualifié comprennent chacun les échelles de traitement D1A et D2A.1.

Art. II.III.13. En ce qui concerne les membres du personnel statutaires, le grade de technicien ICT comprend les échelles de traitement D1B, D2B, D3B et D4B.

En ce qui concerne les membres du personnel contractuels, le grade de technicien ICT comprend les échelles de traitement D1B et D2B.1.”.

Art. 8. Dans la partie IV, PJPol, le Titre III, comportant les articles IV.III.1 à IV.III.7, inséré par l'arrêté royal du 23 mars 2007, est abrogé.

te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze toelage echter niet uitdoven.”;

3° paragraaf 2 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten*

Art. 3. In artikel II.II.6 RPPol, worden in het eerste lid de woorden “M4.1 en M4.2” vervangen door de woorden “M4.1, M4.2 en M5.1”.

Art. 4. In artikel II.III.3 RPPol, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007, worden, in de Franse tekst, de woorden “l'annexe 1^{re}bis” vervangen door de woorden “l'annexe 1^{ère}bis”.

Art. 5. In artikel II.III.4 RPPol, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid wordt de tweede zin, die aanvangt met de woorden “De basisloonschaal” en eindigt met de woorden “zijn verbonden.” opgeheven.

Art. 6. In hoofdstuk II, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007, van Titel III van Deel II, RPPol, wordt een artikel II.III.8/1 ingevoegd, luidende:

“Art. II.III.8/1. Het personeelslid van het niveau B met respectievelijk de eerste, tweede, derde of vierde loonschaal van een maximumloonschalengroep die aan een bijzondere graad van niveau B is verbonden, geniet die loonschaal, tenzij zijn wedde, berekend aan dezelfde geldelijke anciënniteit, in respectievelijk de loonschaal BB1, BB2.2, BB3.2 of BB4.2, voordeliger is.”

Art. 7. De artikelen II.III.5 tot II.III.13 RPPol, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juni 2019, worden vervangen als volgt:

“Art. II.III.5. De graad van consulent bevat de loonschalen BB1, BB2, BB3 en BB4.

Art. II.III.6. De graden van vertaler, directiesecretaris en fotograaf bevatten elk de loonschalen B1A, B2A, B3A en B4A.

Art. II.III.7. De graden van ICT-consulent en technisch consulent bevatten elk de loonschalen B1B, B2B, B3B en B4B.

Art. II.III.8. De graden van maatschappelijk assistent, boekhouder, verpleger, laborant en communicatieconsulent bevatten elk de loonschalen B1D, B2D, B3D en B4D.

Art. II.III.8/1. Het personeelslid van het niveau B met respectievelijk de eerste, tweede, derde of vierde loonschaal van een loonschalengroep die aan een bijzondere graad van niveau B is verbonden, geniet die loonschaal, tenzij zijn wedde, berekend aan dezelfde geldelijke anciënniteit, in respectievelijk de loonschaal BB1, BB2, BB3 of BB4, voordeliger is.

Art. II.III.9. De graad van assistent bevat de loonschalen CC1, CC2, CC3 en CC4.

Art. II.III.10. De graden van ICT-assistent en gespecialiseerd vakman bevatten elk de loonschalen C1A, C2A, C3A en C4A.

Art. II.III.11. Wat de statutaire personeelsleden betreft, bevatten de graden van hulpkracht en arbeider elk de loonschalen DD1, DD2, DD3 en DD4.

Wat de contractuele personeelsleden betreft, bevatten de graden van hulpkracht en arbeider elk de loonschalen DD1, DD2.1 en DD3.1.

Art. II.III.12. Wat de statutaire personeelsleden betreft, bevatten de graden van bediende en vakman elk de loonschalen D1A, D2A, D3A en D4A.

Wat de contractuele personeelsleden betreft, bevatten de graden van bediende en vakman elk de loonschalen D1A en D2A.1.

Art. II.III.13. Wat de statutaire personeelsleden betreft, bevat de graad van ICT-technicus de loonschalen D1B, D2B, D3B en D4B.

Wat de contractuele personeelsleden betreft, bevat de graad van ICT-technicus de loonschalen D1B en D2B.1.”.

Art. 8. In deel IV, RPPol, wordt Titel III, die de artikelen IV.III.1 tot IV.III.7 bevat, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007, opgeheven.

Art. 9. Dans l'article VII.II.23 PJPoI, modifié par les arrêtés royaux du 20 décembre 2007 et le 29 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un point 7°, rédigé comme suit:

“ 7° de l'échelle de traitement M4.1 à l'échelle M5.1 après six ans d'ancienneté d'échelle de traitement dans l'échelle M4.1.”;

2° dans l'alinéa 3, les mots “M4.1 et M4.2” sont remplacés par les mots “M4.1, M4.2 et M5.1”.

Art. 10. Dans l'article VII.IV.1, §2, PJPoI, remplacé par l'arrêté royal du 23 mars 2007, les mots “minimum et maximum” et les mots “minimum ou maximum” sont abrogés.

Art. 11. Dans la partie VII, Titre IV, PJPoI, le chapitre IV, remplacé par l'arrêté royal du 23 mars 2007, est remplacé par ce qui suit:

“CHAPITRE IV. - La carrière barémique

Section 1^{ère}. — La carrière barémique dans le niveau B

Art. VII.IV.22. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné en regard de celles-ci:

1° de l'échelle de traitement BB1, B1A, B1B et B1D vers respectivement l'échelle de traitement BB2, B2A, B2B et B2D, après six ans;

2° de l'échelle de traitement BB2, B2A, B2B et B2D vers respectivement l'échelle de traitement BB3, B3A, B3B et B3D, après six ans;

3° de l'échelle de traitement BB3, B3A, B3B et B3D vers respectivement l'échelle de traitement BB4, B4A, B4B et B4D, après six ans.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale “insuffisant”.

Section 2. — La carrière barémique dans le niveau C

Art. VII.IV.23. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné en regard de celles-ci:

1° de l'échelle de traitement CC1 et C1A vers respectivement l'échelle de traitement CC2 et C2A, après six ans;

2° de l'échelle de traitement CC2 et C2A vers respectivement l'échelle de traitement CC3 et C3A, après six ans;

3° de l'échelle de traitement CC3 et C3A vers respectivement l'échelle de traitement CC4 et C4A, après six ans.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale “insuffisant”.

Section 3. — La carrière barémique dans le niveau D

Art. VII.IV.24. Une carrière barémique est instaurée pour l'accèsion aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné en regard de celles-ci:

1° de l'échelle de traitement DD1, D1A et D1B vers respectivement l'échelle de traitement DD2, D2A et D2B, après six ans;

2° de l'échelle de traitement DD2, D2A et D2B vers respectivement l'échelle de traitement DD3, D3A et D3B, après six ans;

3° de l'échelle de traitement DD3, D3A et D3B vers respectivement l'échelle de traitement DD4, D4A et D4B, après six ans.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale “insuffisant”.

Section 4. — La carrière barémique dans le niveau A

Sous-section 1^{ère}. — Classes A1 et A2

Art. VII.IV.25. § 1^{er}. Pour les membres du personnel revêtus du grade commun, une carrière barémique est instaurée pour le passage entre les échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné en regard de celles-ci:

1° de l'échelle de traitement A11 vers l'échelle de traitement A12 après 6 ans;

2° de l'échelle de traitement A12 vers l'échelle de traitement A21 après 6 ans;

Art. 9. In artikel VII.II.23 RPPoI, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 december 2007 en 29 januari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 7°, luidende:

“ 7° van de loonschaal M4.1 naar de loonschaal M5.1 na zes jaar loonschaalanciënniteit in de loonschaal M4.1”;

2° in het derde lid worden de woorden “M4.1 en M4.2” vervangen door de woorden “M4.1, M4.2 en M5.1”.

Art. 10. In artikel VII.IV.1, §2, RPPoI, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007, worden de woorden “minimum- of maximumloonschalengroep” vervangen door het woord “loonschalengroep”.

Art. 11. In deel VII, Titel IV, RPPoI, wordt hoofdstuk IV, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007, vervangen als volgt:

“HOOFDSTUK IV. — De baremische loopbaan

Afdeling 1. — De baremische loopbaan in het niveau B

Art. VII.IV.22. Een baremische loopbaan wordt ingesteld voor de overgang naar de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermeld aantal jaren loonschaalanciënniteit:

1° van de loonschaal BB1, B1A, B1B en B1D naar respectievelijk de loonschaal BB2, B2A, B2B en B2D, na zes jaar;

2° van de loonschaal BB2, B2A, B2B en B2D naar respectievelijk de loonschaal BB3, B3A, B3B en B3D, na zes jaar;

3° van de loonschaal BB3, B3A, B3B en B3D naar de loonschaal BB4, B4A, B4B en B4D, na zes jaar.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegerekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding “onvoldoende” draagt.

Afdeling 2. — De baremische loopbaan in het niveau C

Art. VII.IV.23. Een baremische loopbaan wordt ingesteld voor de overgang naar de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermeld aantal jaren loonschaalanciënniteit:

1° van de loonschaal CC1 en C1A naar respectievelijk de loonschaal CC2 en C2A, na zes jaar;

2° van de loonschaal CC2 en C2A naar respectievelijk de loonschaal CC3 en C3A, na zes jaar;

3° van de loonschaal CC3 en C3A naar respectievelijk de loonschaal CC4 en C4A, na zes jaar.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegerekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding “onvoldoende” draagt.

Afdeling 3. — De baremische loopbaan in het niveau D

Art. VII.IV.24. Een baremische loopbaan wordt ingesteld voor de overgang naar de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermeld aantal jaren loonschaalanciënniteit:

1° van de loonschaal DD1, D1A en D1B naar respectievelijk de loonschaal DD2, D2A en D2B, na zes jaar;

2° van de loonschaal DD2, D2A en D2B naar respectievelijk de loonschaal DD3, D3A en D3B, na zes jaar;

3° van de loonschaal DD3, D3A en D3B naar respectievelijk de loonschaal DD4, D4A en D4B, na zes jaar.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegerekend indien de laatste tweejaarlijkse evaluatie de eindvermelding “onvoldoende” draagt.

Afdeling 4. — De baremische loopbaan in het niveau A

Onderafdeling 1. — Klasse A1 en A2

Art. VII.IV.25. § 1. Voor de personeelsleden bekleed met de gemene graad, wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermeld aantal jaren loonschaalanciënniteit:

1° van de loonschaal A11 naar de loonschaal A12 na zes jaar;

2° van de loonschaal A12 naar de loonschaal A21 na zes jaar;

3° de l'échelle de traitement A21 vers l'échelle de traitement A22 après 6 ans;

4° de l'échelle de traitement A22 vers l'échelle de traitement A23 après 6 ans.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale "insuffisant".

§ 2. Les membres du personnel pour lesquels la possession d'un diplôme spécifique ou d'un certificat au moins équivalent à ceux pris en considération pour le recrutement des emplois de niveau A à l'Administration fédérale, tels que visés dans l'annexe 1^{ère} de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, ainsi que la possession d'une expérience pertinente constituent des conditions de recrutement obligatoires, reçoivent, lors de leur recrutement dans un emploi de classe A1, une bonification d'ancienneté d'échelle de traitement à concurrence de la durée exigée de l'expérience pertinente, avec un maximum de six ans.

Art. VII.IV.26. Pour les membres du personnel revêtus d'un grade spécifique, une carrière barémique est instaurée pour le passage entre les échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné en regard de celles-ci:

1° de l'échelle de traitement A21 vers l'échelle de traitement A22 après 6 ans;

2° de l'échelle de traitement A22 vers l'échelle de traitement A23 après 6 ans.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale "insuffisant".

Sous-section 2. — Classes A3, A4 et A5

Art. VII.IV.27. Pour les membres du personnel nommés dans les classes A3, A4 et A5, une carrière barémique est instaurée pour le passage entre les échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné en regard de celles-ci:

1° de l'échelle de traitement A31, A41 et A51 vers respectivement l'échelle de traitement A32, A42 et A52 après 6 ans;

2° de l'échelle de traitement A32, A42 et A52 vers respectivement l'échelle de traitement A33, A43 et A53 après 6 ans.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale "insuffisant".

Section 5. — Les membres du personnel contractuels

Art. VII.IV.28. Le membre du personnel contractuel ne bénéficie pas de la carrière barémique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, une carrière barémique est instaurée, pour les membres du personnel contractuels du niveau D, pour l'accession aux échelles de traitement énumérées ci-dessous et après le nombre d'années d'ancienneté d'échelle de traitement mentionné en regard de celles-ci:

1° de l'échelle de traitement DD1, D1A et D1B vers respectivement l'échelle de traitement DD2.1, D2A.1 et D2B.1, après six ans;

2° de l'échelle de traitement DD2.1 vers l'échelle de traitement DD3.1 après six ans.

L'échelle de traitement supérieure dans la carrière barémique n'est pas attribuée si la dernière évaluation bisannuelle porte la mention finale "insuffisant".

Art. 12. L'article XI.II.3, remplacé par l'arrêté royal du 26 mars 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

"Sans préjudice de l'article XI.II.11, il est attribué au membre du personnel qui est promu par accession à un cadre supérieur ou à un niveau supérieur, l'échelle de traitement la plus basse liée à son nouveau grade qui, à même ancienneté pécuniaire, a pour conséquence qu'il a au moins une augmentation du traitement annuel de 1.000,00 EUR par rapport au traitement annuel dont il bénéficiait avant cette accession."

Art. 13. Dans la Partie XI, Titre II, chapitre II, section 4, la sous-section 3, PJPOL, comportant l'article XI.II.22bis, insérée par l'arrêté royal du 23 mars 2007, est abrogée.

3° van de loonschaal A21 naar de loonschaal A22 na zes jaar;

4° van de loonschaal A22 naar de loonschaal A23 na zes jaar.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegerekend indien de laatste twejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

§ 2. De personeelsleden voor wie het bezit van een specifiek diploma of getuigschrift dat ten minste evenwaardig is met die welke in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau A bij de federale Rijksbesturen, zoals opgenomen in de bijlage 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel alsook het bezit van relevante ervaring verplichte aanwervingsvoorwaarden zijn, ontvangen bij hun aanwerving in een betrekking van klasse A1 een loonschaalanciënniteitsbonificatie ten belope van de vereiste duur van de relevante ervaring, met een maximum van zes jaar.

Art. VII.IV.26. Voor de personeelsleden bekleed met een bijzondere graad, wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermeld aantal jaren loonschaalanciënniteit:

1° van de loonschaal A21 naar de loonschaal A22 na zes jaar;

2° van de loonschaal A22 naar de loonschaal A23 na zes jaar.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegerekend indien de laatste twejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

Onderafdeling 2. — Klasse A3, A4 en A5

Art. VII.IV.27. Voor de personeelsleden benoemd in klasse A3, A4 en A5, wordt een baremische loopbaan ingesteld voor overgang tussen de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermeld aantal jaren loonschaalanciënniteit:

1° van de loonschaal A31, A41 en A51 naar respectievelijk de loonschaal A32, A42 en A52 na zes jaar;

2° van de loonschaal A32, A42 en A52 naar respectievelijk de loonschaal A33, A43 en A53 na zes jaar.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegerekend indien de laatste twejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt.

Afdeling 5. — De contractuele personeelsleden

Art. VII.IV.28. Het contractueel personeelslid geniet geen baremische loopbaan.

In afwijking van het eerste lid, wordt een baremische loopbaan ingesteld voor de contractuele personeelsleden van niveau D, voor de overgang naar de hieronder opgesomde loonschalen en na het vermeld aantal jaren loonschaalanciënniteit:

1° van de loonschaal DD1, D1A en D1B naar respectievelijk de loonschaal DD2.1, D2A.1 en D2B.1, na zes jaar;

2° van de loonschaal DD2.1 naar respectievelijk de loonschaal DD3.1, na zes jaar.

De hogere loonschaal in de baremische loopbaan wordt niet toegerekend indien de laatste twejaarlijkse evaluatie de eindvermelding "onvoldoende" draagt."

Art. 12. Artikel XI.II.3 RPPol, vervangen bij het koninklijk besluit van 26 maart 2014, wordt aangevuld met een lid, luidende:

"Onverminderd artikel XI.II.11, wordt het personeelslid dat wordt bevorderd door overgang naar een hoger kader of naar een hoger niveau de laagste loonschaal verbonden aan zijn nieuwe graad toegekend die, aan dezelfde geldelijke anciënniteit, als gevolg heeft dat het ten minste een verhoging van jaarwedde met 1.000,00 EUR heeft in vergelijking met de jaarwedde die het genoot voor deze overgang."

Art. 13. In Deel XI, Titel II, hoofdstuk II, afdeling 4, RPPol, wordt de onderafdeling 3, die artikel XI.II.22bis bevat, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007, opgeheven.

Art. 14. Dans l'article XI.III.12 PJPoL, modifié par les arrêtés royaux du 5 décembre 2003, du 23 mars 2007, du 24 août 2007, du 20 décembre 2007 et du 25 novembre 2016, les modifications suivantes sont apportées:

1° trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1^{er} et 2 :

“Les points 2° à 4° bis et 6° à 9° sont encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, à l'exception des aspirants, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date n'ont pas droit à l'allocation visée aux points 2° à 4° bis et 6° à 9°.

A partir du 1^{er} novembre 2022, les points 2° à 4° bis et 6° à 9° ne sont plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient d'une allocation mensuelle forfaitaire de fonction, visée à l'article XI.III.12, 2° à 4° bis et 6° à 9°, ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette allocation, conservent le bénéfice de cette allocation de fonction aussi longtemps qu'ils continuent à exercer de manière ininterrompue la fonctionnalité pour laquelle le droit à cette allocation de fonction est ouvert. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un autre emploi qui n'ouvre pas le droit à l'allocation de fonction, le droit à cette allocation de fonction s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette allocation.”;

2° dans l'alinéa 2 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots “visée aux points 1° et 5°,” sont insérés entre les mots “L'allocation” et les mots “est également” ;

Art. 15. Dans l'article XI.III.15, §2, PJPoL, les mots “visée aux points 1° et 5°,” sont insérés entre les mots “de l'allocation,” et les mots “à l'effet”.

Art. 16. L'article XI.III.17 PJPoL, est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, à l'exception des aspirants, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette allocation.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'allocation mensuelle forfaitaire de formateur ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette allocation, conservent le bénéfice de cette allocation aussi longtemps qu'ils continuent à exercer de manière ininterrompue la fonctionnalité de formateur. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un autre emploi qui n'ouvre pas le droit à l'allocation, le droit à cette allocation s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette allocation.”.

Art. 17. Dans l'article XI.III.18 PJPoL, les mots “XI.III.12, alinéa 2,” sont abrogés.

Art. 18. L'article XI.III.41 PJPoL, est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“Cette disposition est uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui bénéficient de l'allocation de sélection à cette date, conservent le bénéfice de cette allocation pour la durée restante du délai visé à l'article XI.III.42.”.

Art. 19. L'article XI.IV.3 PJPoL, est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, à l'exception des aspirants, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette indemnité.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'indemnité mensuelle forfaitaire pour frais réels d'enquête ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette indemnité, conservent le bénéfice de cette indemnité aussi longtemps qu'ils appartiennent de manière ininterrompue à une unité ou un service, soit exercent une fonction, que le ministre détermine. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un autre emploi qui n'ouvre pas le droit à

Art. 14. In artikel XI.III.12 RPPoL, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 2003, 23 maart 2007, 24 augustus 2007, 20 december 2007 en 25 november 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° tussen het eerste en tweede lid worden drie leden ingevoegd, luidende:

“De punten 2° tot 4° bis en 6° tot 9° zijn enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op de toelage, bedoeld in de punten 2° tot 4 bis en 6° tot 9°.

Vanaf 1 november 2022 zijn de punten 2° tot 4° bis en 6° tot 9° niet meer van toepassing. De personeelsleden die een maandelijkse forfaitaire functietoelage, bedoeld in artikel XI.III.12, 2° tot 4° bis en 6° tot 9°, genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze toelage opent, behouden het voordeel van deze functietoelage zolang zij ononderbroken de functionaliteit die het recht op deze functietoelage opent blijven uitoefenen. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een andere betrekking die niet het recht opent op de functietoelage, vervalt het recht op deze functietoelage definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze toelage echter niet uitdoven.”;

2° in het vroegere tweede lid, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden “, bedoeld in de punt en 1° en 5°,” ingevoegd tussen de woorden “De toelage” en de woorden “is eveneens” ;

Art. 15. In artikel XI.III.15, §2, RPPoL, worden de woorden “, bedoeld in punt 1° en 5°,” ingevoegd tussen de woorden “men de toelage” en de woorden “geniet, om er hetzelfde”.

Art. 16. Artikel XI.III.17 RPPoL, wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en hun benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze toelage.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijkse forfaitaire toelage voor opleider genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze toelage opent, behouden het voordeel van deze toelage zolang zij ononderbroken de functionaliteit van opleider blijven uitoefenen. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een andere betrekking die niet het recht opent op de toelage, vervalt het recht op deze toelage definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze toelage echter niet uitdoven.”.

Art. 17. In artikel XI.III.18 RPPoL, worden de woorden “XI.III.12, tweede lid, ” opgeheven.

Art. 18. Artikel XI.III.41 RPPoL, wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de selectietoelage genieten op die datum, behouden het voordeel van deze toelage voor de resterende duur van de termijn, bedoeld in artikel XI.III.42.”.

Art. 19. Artikel XI.IV.3 RPPoL, wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze vergoeding.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijkse forfaitaire vergoeding voor werkelijke onderzoekskosten genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze vergoeding opent, behouden het voordeel van deze vergoeding zolang zij ononderbroken behoren tot een eenheid of dienst, ofwel een ambt uitoefenen dat de minister bepaalt. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een andere betrekking die niet het recht opent op de maandelijkse forfaitaire vergoeding,

l'indemnité mensuelle forfaitaire, le droit à cette indemnité s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette indemnité.”.

Art. 20. L'article XI.IV.5 PJPol, est abrogé.

Art. 21. Dans l'article XI.IV.10 PJPol, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots “ou détaché” sont abrogés;

2° l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, à l'exception des aspirants, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette indemnité.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'indemnité mensuelle forfaitaire ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette indemnité, conservent le bénéfice de cette indemnité aussi longtemps qu'ils sont affectés, de manière ininterrompue auprès de l'unité ou du service chargé des missions de police auprès du SHAPE ou de la représentation nationale de la police fédérale auprès de ce quartier général. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un autre emploi qui n'ouvre pas le droit à l'indemnité mensuelle, le droit à cette indemnité s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette indemnité.”.

Art. 22. Dans l'article XI.IV.12 PJPol, la deuxième phrase commençant par les mots “Toutefois lorsqu'elle” et finissant par les mots “sont remplis” est abrogée.

Art. 23. Dans la partie XI, titre IV, PJPol, il est inséré un chapitre *Vibis* rédigé comme suit:

“ CHAPITRE *Vibis*. – Les chèques-repas.

Art. XI.IV.12/1. Le membre du personnel en activité de service bénéficie, conformément aux dispositions de ce chapitre, de chèques-repas électroniques.

La valeur nominale d'un chèque-repas s'élève à 6 euros dont 1,09 euro d'intervention du travailleur et 4,91 euros d'intervention de l'employeur. Ce montant n'est pas indexé.

Art. XI.IV.12/2. Le nombre de chèques-repas auquel a droit le membre du personnel est déterminé par le nombre d'heures de prestation de service effective par période de référence visée à l'article VII.1.3, à diviser par 7,6 heures. Si cette conversion aboutit à un nombre décimal, le résultat est arrondi à l'unité supérieure. Le cas échéant, le nombre de chèques-repas par période de référence est toutefois limité au nombre de jours calendrier, après déduction des samedis, dimanches et jours fériés de ladite période.

Sont assimilés à des prestations de service effectives les formations et les congés ou dispenses de service syndicaux pour les heures qui sont prises en considération comme prestation de service.

Art. XI.IV.12/3. Les chèques-repas électroniques sont crédités chaque mois sur le compte chèques-repas du membre du personnel, selon le nombre d'heures qui sera vraisemblablement effectué ce mois, tel que visé à l'article XI.IV.12/2.

Dans le premier ou si nécessaire, le deuxième mois qui suit la période de référence visée à l'article XI.IV.12/2, le nombre de chèques-repas est ramené conformément au nombre d'heures de prestations de service effectives que le membre du personnel a effectué durant cette période de référence. S'il apparaît alors que trop de chèques-repas ont encore été payés, ceux-ci sont compensés sur les mois ultérieurs ou récupérés à concurrence de l'intervention de l'employeur.

Art. XI.IV.12/4. Ce chapitre n'est pas d'application au membre du personnel qui bénéficie d'une indemnité de poste pour un service permanent à l'étranger, ni à l'aspirant sauf s'il provient de la promotion sociale.

Art. XI.IV.12/5. Les indemnités pour missions à l'étranger, à l'exception de l'indemnité de poste, sont diminuées proportionnellement du montant de l'intervention patronale pour les heures concernées.

vervalt het recht op deze vergoeding definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze vergoeding echter niet uitdoven.”.

Art. 20. Artikel XI.IV.5 RPPol, wordt opgeheven.

Art. 21. In artikel XI.IV.10 RPPol, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “of gedetacheerd naar” opgeheven;

2° het artikel wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze vergoeding.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijks forfaitaire vergoeding genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze vergoeding opent, behouden het voordeel van deze vergoeding zolang zij ononderbroken aangewezen zijn in de eenheid of de dienst belast met politieopdrachten bij de SHAPE of bij de nationale vertegenwoordiging van de federale politie bij dit hoofdkwartier. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een andere betrekking die niet het recht opent op de maandelijks vergoeding, vervalt het recht op deze vergoeding definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze vergoeding echter niet uitdoven.”.

Art. 22. In artikel XI.IV.12 RPPol, wordt de tweede zin die aanvangt met de woorden “Wanneer zij” en eindigt met de woorden “worden vervuld” opgeheven.

Art. 23. In deel XI, titel IV, RPPol, wordt een hoofdstuk *Vibis* ingevoegd, luidende:

“ HOOFDSTUK *Vibis*. – De maaltijdcheques.

Art. XI.IV.12/1. Het personeelslid in dienstactiviteit geniet, overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk, elektronische maaltijdcheques.

De nominale waarde van een maaltijdcheque bedraagt 6 euro, waarvan 1,09 euro werknemersbijdrage en 4,91 euro werkgeversbijdrage. Dit bedrag wordt niet geïndexeerd.

Art. XI.IV.12/2. Het aantal maaltijdcheques waarop het personeelslid recht heeft, wordt bepaald door het aantal uren werkelijke dienstprestatie per referentieperiode bedoeld in artikel VII.1.3, te delen door 7,6 uur. Indien deze bewerking een decimaal getal oplevert, wordt het resultaat afgerond op de hogere eenheid. Het aantal maaltijdcheques per referentieperiode wordt, in voorkomend geval, echter beperkt tot het aantal kalenderdagen, met aftrek van zater-, zon- en feestdagen, van die periode.

Met werkelijke dienstprestatie wordt gelijkgesteld de opleidingen en de syndicale verloven of dienstvrijstellingen voor de uren die als dienstprestatie in aanmerking worden genomen.

Art. XI.IV.12/3. De elektronische maaltijdcheques worden iedere maand gecrediteerd op de maaltijdchequerekening van het personeelslid volgens het aantal uren die het die maand vermoedelijk zal verrichten, zoals bedoeld in artikel XI.IV.12/2.

In de eerste, zo nodig de tweede maand die volgt op de in artikel XI.IV.12/2 bedoelde referentieperiode wordt het aantal maaltijdcheques in overeenstemming gebracht met het aantal uren van werkelijke dienstprestatie die het personeelslid gedurende die referentieperiode heeft verricht. Indien dan alsnog blijkt dat teveel maaltijdcheques zijn uitgekeerd geweest, worden die verrekend op de volgende maanden of teruggevorderd ten belope van de werkgeversbijdrage.

Art. XI.IV.12/4. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op het personeelslid dat een postvergoeding voor een vaste dienst in het buitenland geniet, noch op de aspirant tenzij hij voortspruit uit de sociale promotie.

Art. XI.IV.12/5. De vergoedingen voor opdrachten in het buitenland, postvergoeding uitgezonderd, worden proportioneel verminderd met het bedrag van de werkgeversbijdrage voor de desbetreffende uren.

Art. XI.IV.12/6. Les chèques-repas ne sont en aucun cas octroyés pour les périodes de congés non rémunérés ou les prestations pour lesquelles le membre du personnel reçoit des chèques-repas ou toute autre indemnité de repas à charge d'une autre instance.”

Art. 24. L'article XI.IV.16 PJPoI, est complété par deux alinéas rédigés comme suit:

“Les dispositions de ce chapitre relatives aux indemnités pour frais de nourriture à l'intérieur du pays, de même que les indemnités de repas visées à l'annexe 9, tableaux 1 et 2, ne sont plus d'application à partir du 1^{er} novembre 2022.

Par dérogation à l'alinéa 2, ces dispositions sont uniquement encore applicables au membre du personnel en service avant le 1^{er} novembre 2022 qui a opté expressément et par écrit avant cette date de renoncer à son droit aux chèques-repas et qui continue, par contre, à être assujéti aux dispositions de ce chapitre relatives aux indemnités pour frais de nourriture à l'intérieur du pays. Ce membre du personnel peut revenir sur ce choix à tout moment, auquel cas le droit aux chèques-repas est ouvert dans son chef le premier jour de la période de référence suivante; le même jour, le droit aux indemnités pour frais de nourriture à l'intérieur du pays, de même qu'aux indemnités de repas visées à l'annexe 9, tableaux 1 et 2, sont irrévocablement et définitivement fermés.”

Art. 25. Dans les échelles de traitement en EUR de l'annexe 1, PJPoI, modifié par l'arrêté royal du 4 mars 2018, le Tableau 2. “Cadre de base” est remplacé par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Dans les échelles de traitement en BEF de l'annexe 1, PJPoI, le Tableau 2. “Cadre de base” est abrogé.

Art. 26. Dans les échelles de traitement en EUR de l'annexe 1, PJPoI, modifiée par l'arrêté royal du 4 mars 2018, le Tableau 3. “Cadre moyen” est remplacé par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 27. Dans les échelles de traitement en EUR de l'annexe 1, PJPoI, modifiée par l'arrêté du 4 mars 2018, le Tableau 3. “Cadre moyen” est remplacé par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Dans les échelles de traitement en EUR de l'annexe 1, PJPoI, modifiée par l'arrêté royal du 4 mars 2018, le Tableau 6. “Cadre moyen - Echelles de traitement transitoires” est remplacé par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

Dans les échelles de traitement en BEF de l'annexe 1, PJPoI, le Tableau 6. “Cadre moyen - Echelles de traitement transitoires” est abrogé.

Art. 28. Dans les échelles de traitement en EUR de l'annexe 1bis, PJPoI, insérée par l'arrêté du 23 mars 2007, le Tableau 2. “Niveau B” relatif aux échelles de traitement BB1 à BB4.2 est remplacé par l'annexe 5 jointe au présent arrêté.

Art. 29. Dans le PJPoI, l'annexe 1bis, insérée par l'arrêté royal du 23 mars 2007 et modifiée par l'arrêté royal du 20 juin 2019 est remplacée par l'annexe 6 jointe au présent arrêté.

CHAPITRE 3. — Modification de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale

Art. 30. L'article 79bis de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif au fonctionnement et au personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale, inséré par l'arrêté royal du 23 octobre 2003, est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, à l'exception des aspirants, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette allocation.

Art. XI.IV.12/6. De maaltijdcheques worden in geen geval toegekend voor periodes van onbezoldigde verloven of prestaties voor dewelke het personeelslid maaltijdcheques of andere maaltijdvergoedingen ontvangt lastens een andere instantie.”

Art. 24. Artikel XI.IV.16 RPPoI, wordt aangevuld met twee leden, luidende:

“De bepalingen van dit hoofdstuk betreffende de vergoedingen voor maaltijdskosten in het binnenland, alsook de maaltijdvergoedingen bedoeld in bijlage 9, tabellen 1 en 2, zijn niet meer toepasselijk vanaf 1 november 2022.

In afwijking van het tweede lid zijn die bepalingen enkel nog toepasselijk op het personeelslid in dienst voor 1 november 2022, dat er voor die datum uitdrukkelijk en schriftelijk voor opteert om af te zien van het recht op maaltijdcheques en om daarentegen onderworpen te blijven aan de bepalingen van dit hoofdstuk betreffende de vergoedingen voor maaltijdskosten in het binnenland. Dat personeelslid kan nadien te allen tijde terugkomen op die keuze, in welk geval het recht op maaltijdcheques in zijn hoofde wordt geopend op de eerste dag van de volgende referentieperiode; op dezelfde dag wordt het recht op de vergoedingen voor maaltijdskosten in het binnenland, alsook de maaltijdvergoedingen bedoeld in bijlage 9, tabellen 1 en 2, onherroepelijk en definitief gesloten.”

Art. 25. In de loonschalen in EUR van bijlage 1, RPPoI, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 2018, wordt de Tabel 2. “Basiskader” vervangen door de bijlage 1 gevoegd bij dit besluit.

In de loonschalen in BEF van bijlage 1, RPPoI, wordt de Tabel 2. “Basiskader” opgeheven.

Art. 26. In de loonschalen in EUR van bijlage 1, RPPoI, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 2018, wordt de Tabel 3. “Middenkader” vervangen door de bijlage 2 gevoegd bij dit besluit.

Art. 27. In de loonschalen in EUR van bijlage 1, RPPoI, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 2018, wordt de Tabel 3. “Middenkader” vervangen door de bijlage 3 gevoegd bij dit besluit.

In de loonschalen in EUR van bijlage 1, RPPoI, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 maart 2018, wordt de Tabel 6. “Middenkader – Overgangslonschalen” vervangen door de bijlage 4 gevoegd bij dit besluit.

In de loonschalen in BEF van bijlage 1, RPPoI, wordt de Tabel 6. “Middenkader – Overgangslonschalen” opgeheven.

Art. 28. In de loonschalen in EUR van bijlage 1bis, RPPoI, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007, wordt de Tabel 2. “Niveau B” met betrekking tot de loonschalen BB1 tot BB4.2 vervangen door de bijlage 5 gevoegd bij dit besluit.

Art. 29. In het RPPoI, wordt de bijlage 1bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 maart 2007 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juni 2019 vervangen door de bijlage 6 gevoegd bij dit besluit.

HOOFDSTUK 3. — Wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie

Art. 30. Artikel 79bis van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de werking en het personeel van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 23 oktober 2003, wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze toelage.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'allocation mensuelle forfaitaire ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette allocation, conservent le bénéfice de cette allocation aussi longtemps qu'ils continuent à être, de manière ininterrompue, membres du personnel de l'inspection générale. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un emploi en dehors de l'inspection générale, le droit à l'allocation s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette allocation.”

CHAPITRE 4. — *Modification de l'arrêté royal du 10 mai 2007 établissant un Secrétariat administratif et technique auprès du Ministre de la Justice*

Art. 31. L'article 7 de l'arrêté royal du 10 mai 2007 établissant un Secrétariat administratif et technique auprès du Ministre de la Justice, remplacé par l'arrêté royal du 5 octobre 2018, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, à l'exception des aspirants, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette allocation.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'allocation mensuelle forfaitaire ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette allocation, conservent le bénéfice de cette allocation aussi longtemps qu'ils continuent à être, de manière ininterrompue, membres du personnel du Secrétariat. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un emploi en dehors du Secrétariat, le droit à l'allocation s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette allocation.”

CHAPITRE 5. — *Modification de l'arrêté royal du 23 décembre 2008 relatif au secrétariat de la commission permanente de la police locale et modifiant l'arrêté royal du 26 mars 2005 portant réglementation des détachements structurels de membres du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses*

Art. 32. L'article 6 de l'arrêté royal du 23 décembre 2008 relatif au secrétariat de la commission permanente de la police locale et modifiant l'arrêté royal du 26 mars 2005 portant réglementation des détachements structurels de membres du personnel des services de police et de situations similaires et introduisant des mesures diverses est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, à l'exception des aspirants, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette allocation.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'allocation mensuelle forfaitaire ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette allocation, conservent le bénéfice de cette allocation aussi longtemps qu'ils continuent à être, de manière ininterrompue, membres du personnel du Secrétariat. En cas de réaffectation ou de mobilité dans un emploi en dehors du Secrétariat, le droit à l'allocation s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette allocation.”

CHAPITRE 6. — *Modification de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif aux membres des services d'appui de la gestion à la police fédérale*

Art. 33. L'article 8 de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif aux membres des services d'appui de la gestion à la police fédérale est complété par trois alinéas rédigés comme suit:

“Cette disposition est encore uniquement d'application aux membres du personnel qui sont en service le 1^{er} juillet 2019, y compris après leur formation de base et leur nomination.

Les membres du personnel qui font l'objet d'un recrutement externe après cette date, n'ont pas droit à cette allocation.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijks forfaitaire toelage genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze toelage opent, behouden het voordeel van deze toelage zolang zij ononderbroken aangewezen blijven als personeelslid van de algemene inspectie. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een betrekking buiten de algemene inspectie, vervalt het recht op de toelage definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze toelage echter niet uitdoven.”

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 10 mei 2007 tot instelling bij de Minister van Justitie van een technisch en administratief secretariaat*

Art. 31. Artikel 7 van het koninklijk besluit van 10 mei 2007 tot instelling bij de Minister van Justitie van een technisch en administratief secretariaat, vervangen bij het koninklijk besluit van 5 oktober 2018, wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze toelage.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijks forfaitaire toelage genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze toelage opent, behouden het voordeel van deze toelage zolang zij ononderbroken lid blijven van het Secretariaat. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een betrekking buiten het Secretariaat, vervalt het recht op de toelage definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze toelage echter niet uitdoven.”

HOOFDSTUK 5. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 2008 betreffende het secretariaat van de Vaste Commissie van de Lokale Politie en tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen*

Art. 32. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 23 december 2008 betreffende het secretariaat van de Vaste Commissie van de Lokale Politie en tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 2005 tot regeling van de structurele detacheringen van personeelsleden van de politiediensten en van soortgelijke toestanden en tot invoering van verschillende maatregelen wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze toelage.

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijks forfaitaire toelage genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze toelage opent, behouden het voordeel van deze toelage zolang zij ononderbroken aangewezen blijven als medewerker van het Secretariaat. Bij een herplaatsing of mobiliteit naar een betrekking buiten het Secretariaat, vervalt het recht op de toelage definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze toelage echter niet uitdoven.”

HOOFDSTUK 6. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 19 april 2014 met betrekking tot de leden van de diensten voor beleidsondersteuning bij de federale politie*

Art. 33. Artikel 8 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 met betrekking tot de leden van de diensten voor beleidsondersteuning bij de federale politie wordt aangevuld met drie leden, luidende:

“Deze bepaling is enkel nog van toepassing op de personeelsleden die in dienst zijn op 1 juli 2019, met uitzondering van de aspiranten, ook niet na hun basisopleiding en benoeming.

De personeelsleden die na deze datum het voorwerp uitmaken van een externe werving hebben geen recht op deze toelage.

A partir du 1^{er} novembre 2022, cette disposition n'est plus d'application. Les membres du personnel qui, à cette date, bénéficient de l'allocation mensuelle forfaitaire ou sont désignés dans un emploi qui ouvre le droit à cette allocation, conservent le bénéfice de cette allocation aussi longtemps qu'ils continuent à être désignés, de manière ininterrompue, comme conseiller en gestion. A la fin de la désignation comme conseiller en gestion, le droit à l'allocation s'éteint à titre définitif et irrévocable. Une affectation temporaire de moins d'un an, le cas échéant après une formation de base, n'éteint toutefois pas le droit à cette allocation."

TITRE II. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 34. Par dérogation à l'article XI.IV.12/3, alinéa 1^{er}, PJPoL les chèques-repas électroniques de la période de référence novembre et décembre 2022 sont crédités en janvier 2023, en même temps que les chèques-repas de ce mois.

Art. 35. Les membres du personnel statutaires des niveaux B, C et D, qui bénéficient de la deuxième ou de la troisième échelle de traitement d'un groupe d'échelles de traitement minimum qui s'inscrivent à une formation certifiée avant le 1^{er} septembre 2021 et qui la suivent ultérieurement avec fruit, obtiennent l'échelle de traitement correspondante au sein du groupe d'échelles de traitement maximum, à partir du 1^{er} septembre 2022, à condition de ne pas avoir de dernière évaluation bisannuelle portant la mention finale "insuffisant".

Art. 36. Les autres membres du personnel des niveaux B, C et D auxquels une échelle de traitement d'un groupe d'échelles de traitement minimum est attribuée, continuent à bénéficier, à titre extinctif, de cette échelle de traitement et de la carrière barémique au sein de ce groupe d'échelles de traitement minimum, telles qu'elles existaient avant le 31 octobre 2022.

Art. 37. Les membres du personnel des niveaux B, C et D qui bénéficient, le 31 octobre 2022, d'une échelle de traitement d'un groupe d'échelles de traitement maximum, obtiennent, à partir du 1^{er} novembre 2022, l'échelle de traitement correspondante au sein du groupe d'échelles de traitement repris à l'annexe 1^{ère} bis, à savoir la même échelle de traitement avec omission du suffixe ".2", avec maintien de l'ancienneté d'échelle de traitement acquise.

Art. 38. Les membres du personnel visés à l'article XIV.I.4 PJPoL, cessent de bénéficier de l'allocation de développement des compétences sous les conditions visées à l'article XI.II.22bis à partir du 1^{er} novembre 2022.

Art. 39. Le membre du personnel qui moins de six ans avant l'entrée en vigueur de l'article XI.II.3, alinéa 4, PJPoL, a été promu par accession à un cadre supérieur ou à un niveau supérieur, peut, le cas échéant, obtenir une échelle de traitement supérieure par application de la mesure visée dans cet alinéa, avec effet le 1^{er} juillet 2019.

Art. 40. Le membre du personnel qui a obtenu l'échelle de traitement M5.1, bénéficie de cette échelle de traitement, à moins que le traitement, calculé sur base de la même ancienneté pécuniaire, dans l'échelle de traitement M4.1 soit plus favorable.

TITRE III. — DISPOSITIONS FINALES

Art. 41. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2019 à l'exception:

- de l'article 40 qui entre en vigueur le 1^{er} juillet 2020;
- des articles 3, 5, 7 à 11, 13, 14, 2^o, 15, 17, 20, 21, 1^o, 22 à 24, 27, 29, 34 et 36 à 38 qui entrent en vigueur le 1^{er} novembre 2022;
- des articles 6, 26 et 28 qui entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2020 et cessent d'être en vigueur le 31 octobre 2022.

Art. 42. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions et le ministre qui a la Justice dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Vanaf 1 november 2022 is deze bepaling niet meer van toepassing. De personeelsleden die de maandelijks forfaitaire toelage genieten op die datum of dan zijn aangewezen voor een ambt dat het recht op deze toelage opent, behouden het voordeel van deze toelage zolang zij ononderbroken aangewezen blijven als beleidsadviseur. Bij het beëindigen van de aanwijzing als beleidsadviseur, vervalt het recht op de toelage definitief en te onherroepelijken titel. Een tijdelijke affectatie van minder dan één jaar, in voorkomend geval na een basisopleiding, doet het recht op deze toelage echter niet uitdoven."

TITEL II. — OVERGANGSBEPALINGEN

Art. 34. In afwijking van artikel XI.IV.12/3, eerste lid, RPPoL worden de elektronische maaltijdcheques voor de referentieperiode november en december 2022 gecrediteerd in januari 2023, samen met de maaltijdcheques van die maand.

Art. 35. De statutaire personeelsleden van niveau B, C en D, die een tweede of derde loonschaal van een minimumloonschalengroep genieten, en die zich inschrijven voor een gecertificeerde opleiding voor 1 september 2021 en die deze later met vrucht volgen, bekomen de overeenstemmende loonschaal van de maximumloonschalengroep, vanaf 1 september 2022, op voorwaarde dat ze geen laatste tweejaarlijkse evaluatie met de eindvermelding "onvoldoende" hebben.

Art. 36. De andere personeelsleden van niveau B, C en D aan wie een loonschaal van een minimumloonschalengroep is toegekend, blijven, ten uitdovenden titel, deze loonschaal en de baremische loopbaan binnen deze minimumloonschalengroep, zoals zij bestonden voor 31 oktober 2022, genieten.

Art. 37. De personeelsleden van niveau B, C en D die op 31 oktober 2022 een loonschaal van een maximumloonschalengroep genieten, bekomen vanaf 1 november 2022 de overeenstemmende loonschaal van de loonschalengroep hernomen in bijlage 1bis, zijnde dezelfde loonschaal met weglating van het suffix ".2", met behoud van de opgebouwde loonschaalanciënniteit.

Art. 38. De personeelsleden bedoeld in artikel XIV.I.4 RPPoL, genieten niet langer de competentieontwikkelingstoelage onder de voorwaarden bedoeld in artikel XI.II.22bis vanaf 1 november 2022.

Art. 39. Het personeelslid dat minder dan zes jaar voor de inwerkingtreding van artikel XI.II.3, vierde lid, RPPoL, werd bevorderd door overgang naar een hoger kader of naar een hoger niveau kan, in voorkomend geval, een hogere loonschaal verwerven door toepassing van de maatregel bedoeld in dat lid, met uitwerking op 1 juli 2019.

Art. 40. Het personeelslid dat de loonschaal M5.1 heeft verworven, geniet die loonschaal tenzij de wedde, berekend aan dezelfde geldelijke anciënniteit, in de loonschaal M4.1 voordeliger is.

TITEL III. — SLOTBEPALINGEN

Art. 41. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2019 met uitzondering van:

- het artikel 40 dat in werking treedt op 1 juli 2020;
- de artikelen 3, 5, 7 tot 11, 13, 14, 2^o, 15, 17, 20, 21, 1^o, 22 tot 24, 27, 29, 34 en 36 tot 38 die in werking treden op 1 november 2022;
- de artikelen 6, 26 en 28 die in werking treden op 1 juli 2020 en buiten werking treden op 31 oktober 2022.

Art. 42. De minister bevoegt voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegt voor Justitie zijn elk voor wat hem betreft belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Annexe 1 à l'arrêté royal du 20 juin 2019 modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police
Bijlage 1 bij koninklijk besluit 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten

Annexe 1 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Tableau 2. — Cadre de base

Tabel 2. — Basiskader

| Augmentations intercalaires | B 1 | B 2 | B 3 | B 4 | B 5 |
|--------------------------------|-----------|-----------|-----------|--------|--------|
| Tussentijdse verhogingen | | | | | |
| 0 | 15.518,14 | 16.261,82 | 16.311,40 | 20.666 | 22.366 |
| 1 | 15.865,20 | 16.646,06 | 16.732,82 | 20.866 | 22.566 |
| 2 | 16.212,26 | 17.030,30 | 17.154,24 | 21.066 | 22.766 |
| 3 | 16.559,32 | 17.414,54 | 17.575,66 | 21.265 | 22.965 |
| 4 | 16.906,38 | 17.798,78 | 17.997,08 | 21.465 | 23.165 |
| 5 | 17.253,44 | 18.183,02 | 18.418,50 | 21.665 | 23.365 |
| 6 | 17.600,50 | 18.567,26 | 18.839,92 | 21.865 | 23.565 |
| 7 | 17.947,56 | 18.951,50 | 19.261,34 | 22.064 | 23.764 |
| 8 | 18.294,62 | 19.335,74 | 19.682,76 | 22.264 | 23.964 |
| 9 | 18.641,68 | 19.719,98 | 20.104,18 | 22.464 | 24.164 |
| 10 | 18.988,74 | 20.104,22 | 20.525,60 | 22.664 | 24.364 |
| 11 | 19.335,80 | 20.488,46 | 20.947,02 | 22.863 | 24.563 |
| 12 | 19.682,86 | 20.872,70 | 21.368,44 | 23.063 | 24.763 |
| 13 | 20.029,92 | 21.256,94 | 21.789,86 | 23.263 | 24.963 |
| 14 | 20.228,24 | 21.504,84 | 22.020,41 | 23.463 | 25.163 |
| 15 | 20.426,56 | 21.752,74 | 22.250,96 | 23.662 | 25.362 |
| 16 | 20.624,88 | 22.000,64 | 22.481,51 | 23.862 | 25.562 |
| 17 | 20.823,20 | 22.248,54 | 22.712,06 | 24.062 | 25.762 |
| 18 | 21.021,52 | 22.496,44 | 22.942,61 | 24.262 | 25.962 |
| 19 | 21.219,84 | 22.744,34 | 23.173,16 | 24.461 | 26.161 |
| 20 | 21.418,16 | 22.992,24 | 23.403,71 | 24.661 | 26.361 |
| 21 | 21.616,48 | 23.153,38 | 23.634,26 | 24.861 | 26.561 |
| 22 | 21.814,80 | 23.314,52 | 23.864,81 | 25.061 | 26.761 |
| 23 | 22.013,12 | 23.475,66 | 24.095,36 | 25.261 | 26.961 |
| 24 | 22.149,47 | 23.636,80 | 24.325,91 | 25.461 | 27.161 |
| 25 | 22.285,82 | 23.797,94 | 24.541,58 | 25.661 | 27.361 |
| 26 | | | | 25.860 | 27.560 |
| 27 | | | | 26.059 | 27.759 |
| 28 | | | | 26.259 | 27.959 |
| 29 | | | | 26.459 | 28.159 |

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 juin 2019 modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Annexe 2 à l'arrêté royal du 20 juin 2019 modifiant la position pécuniaire du personnel des services de police
Bijlage 2 bij koninklijk besluit 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten

Annexe 1 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Tableau 3. — Cadre moyen

Tabel 3. — Middenkader

| Augmentations intercalaires | M 1.1 | M 1.2 | M 2.1 | M 2.2 | M 3.1 | M 3.2 | M 4.1 | M 4.2 |
|--------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Tussentijdse verhogingen | | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| 0 | 17.352,55 | 18.914,28 | 19.087,81 | 20.805,71 | 19.335,70 | 21.075,91 | 19.583,59 | 21.346,12 |
| 1 | 17.888,01 | 19.497,93 | 19.653,01 | 21.421,78 | 19.928,17 | 21.721,70 | 20.228,12 | 22.048,66 |
| 2 | 18.423,47 | 20.081,58 | 20.218,21 | 22.037,85 | 20.520,64 | 22.367,49 | 20.872,65 | 22.751,20 |
| 3 | 18.958,93 | 20.665,23 | 20.783,41 | 22.653,92 | 21.113,11 | 23.013,28 | 21.517,18 | 23.453,74 |
| 4 | 19.494,39 | 21.248,88 | 21.348,61 | 23.269,99 | 21.705,58 | 23.659,07 | 22.161,71 | 24.156,28 |
| 5 | 20.029,85 | 21.832,53 | 21.913,81 | 23.886,06 | 22.298,05 | 24.304,86 | 22.806,24 | 24.858,82 |
| 6 | 20.565,31 | 22.416,18 | 22.479,01 | 24.502,13 | 22.890,52 | 24.950,65 | 23.450,77 | 25.561,36 |
| 7 | 21.100,77 | 22.999,83 | 23.044,21 | 25.118,20 | 23.482,99 | 25.596,44 | 24.095,30 | 26.263,90 |
| 8 | 21.636,23 | 23.583,48 | 23.609,41 | 25.734,27 | 24.075,46 | 26.242,23 | 24.739,83 | 26.966,44 |
| 9 | 22.171,69 | 24.167,13 | 24.174,61 | 26.350,34 | 24.667,93 | 26.888,02 | 25.384,36 | 27.668,98 |
| 10 | 22.707,15 | 24.750,78 | 24.739,81 | 26.966,41 | 25.260,40 | 27.533,81 | 26.028,89 | 28.371,52 |
| 11 | 23.242,61 | 25.334,43 | 25.305,01 | 27.582,48 | 25.852,87 | 28.179,60 | 26.673,42 | 29.074,06 |
| 12 | 23.778,07 | 25.918,08 | 25.870,21 | 28.198,55 | 26.445,34 | 28.825,39 | 27.317,95 | 29.776,60 |
| 13 | 24.313,53 | 26.501,73 | 26.435,41 | 28.814,62 | 27.037,81 | 29.471,18 | 27.962,48 | 30.479,14 |
| 14 | 24.601,09 | 26.815,17 | 26.740,32 | 29.146,98 | 27.360,08 | 29.822,45 | 28.309,54 | 30.857,43 |
| 15 | 24.888,65 | 27.128,61 | 27.045,23 | 29.479,34 | 27.682,35 | 30.173,72 | 28.656,60 | 31.235,72 |
| 16 | 25.176,21 | 27.442,05 | 27.350,14 | 29.811,70 | 28.004,62 | 30.524,99 | 29.003,66 | 31.614,01 |
| 17 | 25.463,77 | 27.755,49 | 27.655,05 | 30.144,06 | 28.326,89 | 30.876,26 | 29.350,72 | 31.992,30 |
| 18 | 25.751,33 | 28.068,93 | 27.959,96 | 30.476,42 | 28.649,16 | 31.227,53 | 29.697,78 | 32.370,59 |
| 19 | 26.038,89 | 28.382,37 | 28.264,87 | 30.808,78 | 28.971,43 | 31.578,80 | 30.044,84 | 32.748,88 |
| 20 | 26.326,45 | 28.695,81 | 28.569,78 | 31.141,14 | 29.293,70 | 31.930,07 | 30.391,90 | 33.127,17 |
| 21 | 26.614,02 | 29.009,25 | 28.874,69 | 31.473,50 | 29.615,97 | 32.281,34 | 30.738,96 | 33.505,46 |
| 22 | 26.901,57 | 29.322,69 | 29.179,60 | 31.805,86 | 29.938,24 | 32.632,61 | 31.086,02 | 33.883,75 |
| 23 | 27.189,13 | 29.636,13 | 29.484,51 | 32.138,22 | 30.260,51 | 32.983,88 | 31.433,08 | 34.262,04 |
| 24 | 27.476,69 | 29.949,57 | 29.789,42 | 32.470,58 | 30.582,78 | 33.335,15 | 31.780,14 | 34.640,33 |
| 25 | 27.764,25 | 30.263,01 | 30.069,54 | 32.775,92 | 30.887,69 | 33.667,51 | 32.127,20 | 35.018,62 |
| 26 | | | | | | | 32.127,20 | |
| 27 | | | | | | | 32 625,60 | |
| 28 | | | | | | | 32 625,60 | |
| 29 | | | | | | | 33 124,00 | |

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 juin 2019 modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Annexe 3 à l'arrêté royal du 20 juin 2019 modifiant la position pécuniaire du personnel des services de police
Bijlage 3 bij koninklijk besluit 20 juni 2019 tot tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten

Annexe 1 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Tableau 3. — Cadre moyen

Tabel 3. — Middenkader

| Augmentations intercalaires | M 1.1 | M 1.2 | M 2.1 | M 2.2 | M 3.1 | M 3.2 | M 4.1 | M 4.2 | M 5.1 |
|--------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Tussentijdse verhogingen | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| 0 | 17.352,55 | 18.914,28 | 19.087,81 | 20.805,71 | 19.335,70 | 21.075,91 | 19.583,59 | 21.346,12 | 26 296,00 |
| 1 | 17.888,01 | 19.497,93 | 19.653,01 | 21.421,78 | 19.928,17 | 21.721,70 | 20.228,12 | 22.048,66 | 26 566,00 |
| 2 | 18.423,47 | 20.081,58 | 20.218,21 | 22.037,85 | 20.520,64 | 22.367,49 | 20.872,65 | 22.751,20 | 26 835,00 |
| 3 | 18.958,93 | 20.665,23 | 20.783,41 | 22.653,92 | 21.113,11 | 23.013,28 | 21.517,18 | 23.453,74 | 27 105,00 |
| 4 | 19.494,39 | 21.248,88 | 21.348,61 | 23.269,99 | 21.705,58 | 23.659,07 | 22.161,71 | 24.156,28 | 27 375,00 |
| 5 | 20.029,85 | 21.832,53 | 21.913,81 | 23.886,06 | 22.298,05 | 24.304,86 | 22.806,24 | 24.858,82 | 27 644,00 |
| 6 | 20.565,31 | 22.416,18 | 22.479,01 | 24.502,13 | 22.890,52 | 24.950,65 | 23.450,77 | 25.561,36 | 27 914,00 |
| 7 | 21.100,77 | 22.999,83 | 23.044,21 | 25.118,20 | 23.482,99 | 25.596,44 | 24.095,30 | 26.263,90 | 28 184,00 |
| 8 | 21.636,23 | 23.583,48 | 23.609,41 | 25.734,27 | 24.075,46 | 26.242,23 | 24.739,83 | 26.966,44 | 28 453,00 |
| 9 | 22.171,69 | 24.167,13 | 24.174,61 | 26.350,34 | 24.667,93 | 26.888,02 | 25.384,36 | 27.668,98 | 28 723,00 |
| 10 | 22.707,15 | 24.750,78 | 24.739,81 | 26.966,41 | 25.260,40 | 27.533,81 | 26.028,89 | 28.371,52 | 28 993,00 |
| 11 | 23.242,61 | 25.334,43 | 25.305,01 | 27.582,48 | 25.852,87 | 28.179,60 | 26.673,42 | 29.074,06 | 29 262,00 |
| 12 | 23.778,07 | 25.918,08 | 25.870,21 | 28.198,55 | 26.445,34 | 28.825,39 | 27.317,95 | 29.776,60 | 29 532,00 |
| 13 | 24.313,53 | 26.501,73 | 26.435,41 | 28.814,62 | 27.037,81 | 29.471,18 | 27.962,48 | 30.479,14 | 29 802,00 |
| 14 | 24.601,09 | 26.815,17 | 26.740,32 | 29.146,98 | 27.360,08 | 29.822,45 | 28.309,54 | 30.857,43 | 30 071,00 |
| 15 | 24.888,65 | 27.128,61 | 27.045,23 | 29.479,34 | 27.682,35 | 30.173,72 | 28.656,60 | 31.235,72 | 30 341,00 |
| 16 | 25.176,21 | 27.442,05 | 27.350,14 | 29.811,70 | 28.004,62 | 30.524,99 | 29.003,66 | 31.614,01 | 30 610,00 |
| 17 | 25.463,77 | 27.755,49 | 27.655,05 | 30.144,06 | 28.326,89 | 30.876,26 | 29.350,72 | 31.992,30 | 30 880,00 |
| 18 | 25.751,33 | 28.068,93 | 27.959,96 | 30.476,42 | 28.649,16 | 31.227,53 | 29.697,78 | 32.370,59 | 31 150,00 |
| 19 | 26.038,89 | 28.382,37 | 28.264,87 | 30.808,78 | 28.971,43 | 31.578,80 | 30.044,84 | 32.748,88 | 31 419,00 |
| 20 | 26.326,45 | 28.695,81 | 28.569,78 | 31.141,14 | 29.293,70 | 31.930,07 | 30.391,90 | 33.127,17 | 31 689,00 |
| 21 | 26.614,02 | 29.009,25 | 28.874,69 | 31.473,50 | 29.615,97 | 32.281,34 | 30.738,96 | 33.505,46 | 31 959,00 |
| 22 | 26.901,57 | 29.322,69 | 29.179,60 | 31.805,86 | 29.938,24 | 32.632,61 | 31.086,02 | 33.883,75 | 32 228,00 |
| 23 | 27.189,13 | 29.636,13 | 29.484,51 | 32.138,22 | 30.260,51 | 32.983,88 | 31.433,08 | 34.262,04 | 32 498,00 |
| 24 | 27.476,69 | 29.949,57 | 29.789,42 | 32.470,58 | 30.582,78 | 33.335,15 | 31.780,14 | 34.640,33 | 32 768,00 |
| 25 | 27.764,25 | 30.263,01 | 30.069,54 | 32.775,92 | 30.887,69 | 33.667,51 | 32.127,20 | 35.018,62 | 33 037,00 |
| 26 | | | | | | | 32.127,20 | | 33 307,00 |
| 27 | | | | | | | 32 625,60 | | 33 577,00 |
| 28 | | | | | | | 32 625,60 | | 33 846,00 |
| 29 | | | | | | | 33 124,00 | | 34 116,00 |

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 juin 2019 modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Annexe 4 à l'arrêté royal du 20 juin 2019 modifiant la position pécuniaire du personnel des services de police
 Bijlage 4 bij koninklijk besluit 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten
 Annexe 1 à l'arrêté royal du 30 mars 2001
 Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Tableau 6. — Cadre moyen - Echelles de traitement transitoires
Tabel 6. — Middenkader - Overgangsschalen

| Augmentations intercalaires | M 5.2 | M 6 | M 7 | M 7bis |
|-----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Tussentijdse verhogingen | | | | |
| | | | | |
| 0 | 22.156,73 | 20.327,27 | 23.054,10 | 23.797,78 |
| 1 | 22.845,76 | 20.959,40 | 23.636,65 | 24.392,73 |
| 2 | 23.534,79 | 21.591,53 | 24.219,20 | 24.987,68 |
| 3 | 24.210,30 | 22.211,27 | 24.801,75 | 25.582,63 |
| 4 | 24.885,81 | 22.831,01 | 25.384,30 | 26.177,58 |
| 5 | 25.561,32 | 23.450,75 | 25.966,85 | 26.772,53 |
| 6 | 26.236,83 | 24.070,49 | 26.549,40 | 27.367,48 |
| 7 | 26.912,34 | 24.690,23 | 27.131,95 | 27.962,43 |
| 8 | 27.587,85 | 25.309,97 | 27.714,50 | 28.557,38 |
| 9 | 28.263,36 | 25.929,71 | 28.297,05 | 29.152,33 |
| 10 | 28.938,87 | 26.549,45 | 28.879,60 | 29.747,28 |
| 11 | 29.614,38 | 27.169,19 | 29.462,15 | 30.342,23 |
| 12 | 30.289,89 | 27.788,93 | 30.044,70 | 30.937,18 |
| 13 | 30.965,40 | 28.408,67 | 30.627,25 | 31.532,13 |
| 14 | 31.643,69 | 28.755,73 | 30.949,52 | 31.879,19 |
| 15 | 31.721,98 | 29.102,79 | 31.271,79 | 32.226,25 |
| 16 | 32.100,27 | 29.449,85 | 31.594,06 | 32.548,52 |
| 17 | 32.478,56 | 29.796,91 | 31.916,33 | 32.870,79 |
| 18 | 32.856,85 | 30.143,97 | 32.238,60 | 33.193,06 |
| 19 | 33.235,14 | 30.491,03 | 32.560,87 | 33.515,33 |
| 20 | 33.613,43 | 30.838,09 | 32.883,14 | 33.837,60 |
| 21 | 33.991,72 | 31.185,15 | 33.205,41 | 34.159,87 |
| 22 | 34.370,01 | 31.532,21 | 33.527,68 | 34.482,14 |
| 23 | 34.748,30 | 31.879,27 | 33.849,95 | 34.804,41 |
| 24 | 35.072,55 | 32.176,75 | 34.172,22 | 35.126,68 |
| 25 | 35.396,80 | 32.474,23 | 34.457,30 | 35.448,95 |

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 juin 2019 modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,

P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,

P. DE CREM

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Annexe 5 à l'arrêté royal du 20 juin 2019 modifiant la position pécuniaire du personnel des services de police
 Bijlage 5 bij koninklijk besluit 20 juni 2019 tot tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten

Annexe 1bis à l'arrêté royal du 30 mars 2001
 Bijlage 1bis bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Tableau 2. — Niveau B

Tabel 2. — Niveau B

| | BB1 | BB2.1 | BB2.2 | BB3.1 | BB3.2 | BB4.1 | BB4.2 |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 00 | 15.590,78 | 16.427,10 | 17.652,78 | 17.732,19 | 19.714,78 | 18.404,49 | 18.784,82 |
| 01 | 16.280,52 | 16.887,69 | 18.342,52 | 17.984,37 | 20.404,52 | 18.656,67 | 19.500,33 |
| 02 | 16.970,26 | 17.348,28 | 19.032,26 | 18.236,55 | 21.094,26 | 18.908,85 | 20.215,84 |
| 03 | 17.660,00 | 17.808,87 | 19.722,00 | 18.488,73 | 21.784,00 | 19.161,03 | 20.931,35 |
| 04 | 17.660,00 | 17.808,87 | 19.722,00 | 18.488,73 | 21.784,00 | 19.161,03 | 20.931,35 |
| 05 | 18.273,44 | 18.301,39 | 20.335,44 | 18.878,77 | 22.397,44 | 19.551,07 | 21.826,27 |
| 06 | 18.273,44 | 18.301,39 | 20.335,44 | 18.878,77 | 22.397,44 | 19.551,07 | 21.826,27 |
| 07 | 18.886,88 | 18.793,91 | 20.948,88 | 19.268,81 | 23.010,88 | 19.941,11 | 22.721,19 |
| 08 | 18.886,88 | 18.793,91 | 20.948,88 | 19.268,81 | 23.010,88 | 19.941,11 | 22.721,19 |
| 09 | 19.320,94 | 19.340,56 | 21.382,94 | 19.941,12 | 23.444,94 | 20.613,42 | 23.616,09 |
| 10 | 19.320,94 | 19.340,56 | 21.382,94 | 19.941,12 | 23.444,94 | 20.613,42 | 23.616,09 |
| 11 | 19.755,00 | 19.887,22 | 21.817,00 | 20.613,43 | 23.879,00 | 21.285,73 | 24.510,99 |
| 12 | 19.755,00 | 19.887,22 | 21.817,00 | 20.613,43 | 23.879,00 | 21.285,73 | 24.510,99 |
| 13 | 20.138,52 | 20.409,37 | 22.200,52 | 21.285,74 | 24.262,52 | 21.958,04 | 25.405,89 |
| 14 | 20.138,52 | 20.409,37 | 22.200,52 | 21.285,74 | 24.262,52 | 21.958,04 | 25.405,89 |
| 15 | 20.522,05 | 20.907,51 | 22.584,05 | 21.910,01 | 24.646,04 | 22.582,31 | 26.300,79 |
| 16 | 20.522,05 | 20.907,51 | 22.584,05 | 21.910,01 | 24.646,04 | 22.582,31 | 26.300,79 |
| 17 | 20.905,58 | 21.405,64 | 22.967,58 | 22.534,28 | 25.029,56 | 23.206,58 | 27.195,69 |
| 18 | 20.905,58 | 21.405,64 | 22.967,58 | 22.534,28 | 25.029,56 | 23.206,58 | 27.195,69 |
| 19 | 21.289,11 | 21.903,78 | 23.351,11 | 23.158,55 | 25.413,08 | 23.830,85 | 28.090,59 |
| 20 | 21.289,11 | 21.903,78 | 23.351,11 | 23.158,55 | 25.413,08 | 23.830,85 | 28.090,59 |
| 21 | 21.672,64 | 22.401,91 | 23.734,64 | 23.782,82 | 25.796,60 | 24.455,12 | 28.678,30 |
| 22 | 21.672,64 | 22.401,91 | 23.734,64 | 23.782,82 | 25.796,60 | 24.455,12 | 28.678,30 |
| 23 | 22.056,17 | 22.900,05 | 24.118,17 | 24.407,09 | 26.180,12 | 25.079,39 | 29.266,01 |
| 24 | 22.056,17 | 22.900,05 | 24.118,17 | 24.407,09 | 26.180,12 | 25.079,39 | 29.266,01 |
| 25 | 22.439,70 | 23.398,18 | 24.501,70 | 25.031,36 | 26.563,64 | 25.703,66 | 29.853,72 |
| 26 | 22.439,70 | 23.398,18 | 24.501,70 | 25.031,36 | 26.563,64 | 25.703,66 | 29.853,72 |
| 27 | 22.823,24 | 23.896,32 | 24.885,24 | 25.655,63 | 26.947,16 | 26.327,93 | 30.441,43 |
| 28 | 22.823,24 | 23.896,32 | 24.885,24 | 25.655,63 | 26.947,16 | 26.327,93 | 30.441,43 |
| 29 | 23.206,78 | 24.394,45 | 25.268,78 | 26.904,17 | 27.837,00 | 27.576,47 | 31.616,65 |

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 juin 2019 modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
 P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,
 K. GEENS

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
 P. DE CREM

De Minister van Justitie,
 K. GEENS

Annexe 6 à l'arrêté royal du 20 juin 2019 modifiant la position pécuniaire du personnel des services de police

Bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten

Annexe 1^{ère} bis à l'arrêté royal du 30 mars 2001
Bijlage 1 bis bij het koninklijk besluit van 30 maart 2001

Echelles de traitement CALOG

Loonschalen CALOG

Tableau 1. — Niveau A

Tabel 1. — Niveau A

| | A11 | A12 | A21 | A22 | A23 |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 00 | 21.880,00 | 23.880,00 | 25.880,00 | 28.880,00 | 31.880,00 |
| 01 | 22.325,00 | 24.325,00 | 26.360,00 | 29.360,00 | 32.360,00 |
| 02 | 22.770,00 | 24.770,00 | 26.840,00 | 29.840,00 | 32.840,00 |
| 03 | 23.215,00 | 25.215,00 | 27.320,00 | 30.320,00 | 33.320,00 |
| 04 | 23.660,00 | 25.660,00 | 27.800,00 | 30.800,00 | 33.800,00 |
| 05 | 24.105,00 | 26.105,00 | 28.280,00 | 31.280,00 | 34.280,00 |
| 06 | 24.550,00 | 26.550,00 | 28.760,00 | 31.760,00 | 34.760,00 |
| 07 | 24.995,00 | 26.995,00 | 29.240,00 | 32.240,00 | 35.240,00 |
| 08 | 25.440,00 | 27.440,00 | 29.720,00 | 32.720,00 | 35.720,00 |
| 09 | 25.885,00 | 27.885,00 | 30.200,00 | 33.200,00 | 36.200,00 |
| 10 | 26.330,00 | 28.330,00 | 30.680,00 | 33.680,00 | 36.680,00 |
| 11 | 26.775,00 | 28.775,00 | 31.160,00 | 34.160,00 | 37.160,00 |
| 12 | 27.220,00 | 29.220,00 | 31.640,00 | 34.640,00 | 37.640,00 |
| 13 | 27.665,00 | 29.665,00 | 32.120,00 | 35.120,00 | 38.120,00 |
| 14 | 28.110,00 | 30.110,00 | 32.600,00 | 35.600,00 | 38.600,00 |
| 15 | 28.555,00 | 30.555,00 | 33.080,00 | 36.080,00 | 39.080,00 |
| 16 | 29.000,00 | 31.000,00 | 33.560,00 | 36.560,00 | 39.560,00 |
| 17 | 29.445,00 | 31.445,00 | 34.040,00 | 37.040,00 | 40.040,00 |
| 18 | 29.890,00 | 31.890,00 | 34.520,00 | 37.520,00 | 40.520,00 |
| 19 | 30.335,00 | 32.335,00 | 35.000,00 | 38.000,00 | 41.000,00 |
| 20 | 30.780,00 | 32.780,00 | 35.480,00 | 38.480,00 | 41.480,00 |
| 21 | 31.225,00 | 33.225,00 | 35.960,00 | 38.960,00 | 41.960,00 |
| 22 | 31.670,00 | 33.670,00 | 36.440,00 | 39.440,00 | 42.440,00 |
| 23 | 32.115,00 | 34.115,00 | 36.920,00 | 39.920,00 | 42.920,00 |
| 24 | 32.560,00 | 34.560,00 | 37.400,00 | 40.400,00 | 43.400,00 |
| 25 | 33.005,00 | 35.005,00 | 37.880,00 | 40.880,00 | 43.880,00 |
| 26 | 33.450,00 | 35.450,00 | 38.360,00 | 41.360,00 | 43.951,59 |
| 27 | 33.895,00 | 35.895,00 | | | |

| | A31 | A32 | A33 | A41 | A42 | A43 |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 00 | 32.380,00 | 35.880,00 | 38.880,00 | 39.570,00 | 42.570,00 | 45.570,00 |
| 01 | 32.900,00 | 36.400,00 | 39.400,00 | 40.180,00 | 43.180,00 | 46.180,00 |
| 02 | 33.420,00 | 36.920,00 | 39.920,00 | 40.790,00 | 43.790,00 | 46.790,00 |
| 03 | 33.940,00 | 37.440,00 | 40.440,00 | 41.400,00 | 44.400,00 | 47.400,00 |
| 04 | 34.460,00 | 37.960,00 | 40.960,00 | 42.010,00 | 45.010,00 | 48.010,00 |
| 05 | 34.980,00 | 38.480,00 | 41.480,00 | 42.620,00 | 45.620,00 | 48.620,00 |
| 06 | 35.500,00 | 39.000,00 | 42.000,00 | 43.230,00 | 46.230,00 | 49.230,00 |
| 07 | 36.020,00 | 39.520,00 | 42.520,00 | 43.840,00 | 46.840,00 | 49.840,00 |
| 08 | 36.540,00 | 40.040,00 | 43.040,00 | 44.450,00 | 47.450,00 | 50.450,00 |
| 09 | 37.060,00 | 40.560,00 | 43.560,00 | 45.060,00 | 48.060,00 | 51.060,00 |

| | A31 | A32 | A33 | A41 | A42 | A43 |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 10 | 37.580,00 | 41.080,00 | 44.080,00 | 45.670,00 | 48.670,00 | 51.670,00 |
| 11 | 38.100,00 | 41.600,00 | 44.600,00 | 46.280,00 | 49.280,00 | 52.280,00 |
| 12 | 38.620,00 | 42.120,00 | 45.120,00 | 46.890,00 | 49.890,00 | 52.890,00 |
| 13 | 39.140,00 | 42.640,00 | 45.640,00 | 47.500,00 | 50.500,00 | 53.500,00 |
| 14 | 39.660,00 | 43.160,00 | 46.160,00 | 48.110,00 | 51.110,00 | 54.110,00 |
| 15 | 40.180,00 | 43.680,00 | 46.680,00 | 48.720,00 | 51.720,00 | 54.720,00 |
| 16 | 40.700,00 | 44.200,00 | 47.200,00 | 49.330,00 | 52.330,00 | 55.330,00 |
| 17 | 41.220,00 | 44.720,00 | 47.720,00 | 49.940,00 | 52.940,00 | 55.940,00 |
| 18 | 41.740,00 | 45.240,00 | 48.240,00 | 50.550,00 | 53.550,00 | 56.550,00 |
| 19 | 42.260,00 | 45.760,00 | 48.760,00 | 51.160,00 | 54.160,00 | 57.160,00 |
| 20 | 42.780,00 | 46.280,00 | 49.280,00 | 51.770,00 | 54.770,00 | 57.770,00 |
| 21 | 43.300,00 | 46.800,00 | 49.800,00 | 52.380,00 | 55.380,00 | 58.380,00 |
| 22 | 43.820,00 | 47.320,00 | 50.320,00 | 52.990,00 | 55.990,00 | 58.990,00 |
| 23 | 44.340,00 | 47.840,00 | 50.840,00 | | | |
| 24 | 44.860,00 | 48.360,00 | 51.360,00 | | | |

| | A51 | A52 | A53 |
|----|-----------|-----------|-----------|
| 00 | 47.360,00 | 50.360,00 | 53.360,00 |
| 01 | 47.970,00 | 50.970,00 | 53.970,00 |
| 02 | 48.580,00 | 51.580,00 | 54.580,00 |
| 03 | 49.190,00 | 52.190,00 | 55.190,00 |
| 04 | 49.800,00 | 52.800,00 | 55.800,00 |
| 05 | 50.410,00 | 53.410,00 | 56.410,00 |
| 06 | 51.020,00 | 54.020,00 | 57.020,00 |
| 07 | 51.630,00 | 54.630,00 | 57.630,00 |
| 08 | 52.240,00 | 55.240,00 | 58.240,00 |
| 09 | 52.850,00 | 55.850,00 | 58.850,00 |
| 10 | 53.460,00 | 56.460,00 | 59.460,00 |
| 11 | 54.070,00 | 57.070,00 | 60.070,00 |
| 12 | 54.680,00 | 57.680,00 | 60.680,00 |
| 13 | 55.290,00 | 58.290,00 | 61.290,00 |
| 14 | 55.900,00 | 58.900,00 | 61.900,00 |
| 15 | 56.510,00 | 59.510,00 | 62.510,00 |
| 16 | 57.120,00 | 60.120,00 | 63.120,00 |
| 17 | 57.730,00 | 60.730,00 | 63.730,00 |
| 18 | 58.340,00 | 61.340,00 | 64.340,00 |
| 19 | 58.950,00 | 61.950,00 | 64.950,00 |
| 20 | 59.560,00 | 62.560,00 | 65.560,00 |
| 21 | 60.170,00 | 63.170,00 | 66.170,00 |
| 22 | 60.780,00 | 63.780,00 | 66.780,00 |

Tableau 2. — Niveau B

Tabel 2. — Niveau B

| | BB1 | BB2 | BB3 | BB4 |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 00 | 15.590,78 | 17.652,78 | 19.714,78 | 18.784,82 |
| 01 | 16.280,52 | 18.342,52 | 20.404,52 | 19.500,33 |
| 02 | 16.970,26 | 19.032,26 | 21.094,26 | 20.215,84 |

| | BB1 | BB2 | BB3 | BB4 |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 03 | 17.660,00 | 19.722,00 | 21.784,00 | 20.931,35 |
| 04 | 17.660,00 | 19.722,00 | 21.784,00 | 20.931,35 |
| 05 | 18.273,44 | 20.335,44 | 22.397,44 | 21.826,27 |
| 06 | 18.273,44 | 20.335,44 | 22.397,44 | 21.826,27 |
| 07 | 18.886,88 | 20.948,88 | 23.010,88 | 22.721,19 |
| 08 | 18.886,88 | 20.948,88 | 23.010,88 | 22.721,19 |
| 09 | 19.320,94 | 21.382,94 | 23.444,94 | 23.616,09 |
| 10 | 19.320,94 | 21.382,94 | 23.444,94 | 23.616,09 |
| 11 | 19.755,00 | 21.817,00 | 23.879,00 | 24.510,99 |
| 12 | 19.755,00 | 21.817,00 | 23.879,00 | 24.510,99 |
| 13 | 20.138,52 | 22.200,52 | 24.262,52 | 25.405,89 |
| 14 | 20.138,52 | 22.200,52 | 24.262,52 | 25.405,89 |
| 15 | 20.522,05 | 22.584,05 | 24.646,04 | 26.300,79 |
| 16 | 20.522,05 | 22.584,05 | 24.646,04 | 26.300,79 |
| 17 | 20.905,58 | 22.967,58 | 25.029,56 | 27.195,69 |
| 18 | 20.905,58 | 22.967,58 | 25.029,56 | 27.195,69 |
| 19 | 21.289,11 | 23.351,11 | 25.413,08 | 28.090,59 |
| 20 | 21.289,11 | 23.351,11 | 25.413,08 | 28.090,59 |
| 21 | 21.672,64 | 23.734,64 | 25.796,60 | 28.678,30 |
| 22 | 21.672,64 | 23.734,64 | 25.796,60 | 28.678,30 |
| 23 | 22.056,17 | 24.118,17 | 26.180,12 | 29.266,01 |
| 24 | 22.056,17 | 24.118,17 | 26.180,12 | 29.266,01 |
| 25 | 22.439,70 | 24.501,70 | 26.563,64 | 29.853,72 |
| 26 | 22.439,70 | 24.501,70 | 26.563,64 | 29.853,72 |
| 27 | 22.823,24 | 24.885,24 | 26.947,16 | 30.441,43 |
| 28 | 22.823,24 | 24.885,24 | 26.947,16 | 30.441,43 |
| 29 | 23.206,78 | 25.268,78 | 27.837,00 | 31.616,65 |

| | B1A | B2A | B3A | B4A |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 15.122,00 | 18.122,00 | 21.078,61 | 21.494,16 |
| 01 | 15.791,00 | 18.791,00 | 21.371,20 | 21.786,75 |
| 02 | 16.460,00 | 19.460,00 | 21.663,79 | 22.079,34 |
| 03 | 17.129,00 | 20.129,00 | 21.956,38 | 22.371,93 |
| 04 | 17.129,00 | 20.129,00 | 21.956,38 | 22.371,93 |
| 05 | 17.724,00 | 20.724,00 | 22.248,97 | 22.664,52 |
| 06 | 17.724,00 | 20.724,00 | 22.248,97 | 22.664,52 |
| 07 | 18.319,00 | 21.319,00 | 22.541,56 | 22.957,11 |
| 08 | 18.319,00 | 21.319,00 | 22.541,56 | 22.957,11 |
| 09 | 18.740,00 | 21.740,00 | 23.213,87 | 23.629,42 |
| 10 | 18.740,00 | 21.740,00 | 23.213,87 | 23.629,42 |
| 11 | 19.161,00 | 22.161,00 | 23.886,18 | 24.301,73 |
| 12 | 19.161,00 | 22.161,00 | 23.886,18 | 24.301,73 |
| 13 | 19.533,00 | 22.533,00 | 24.558,49 | 24.974,04 |
| 14 | 19.533,00 | 22.533,00 | 24.558,49 | 24.974,04 |
| 15 | 19.905,00 | 22.905,00 | 25.182,76 | 25.598,31 |
| 16 | 19.905,00 | 22.905,00 | 25.182,76 | 25.598,31 |
| 17 | 20.277,00 | 23.277,00 | 25.807,03 | 26.378,00 |
| 18 | 20.277,00 | 23.277,00 | 25.807,03 | 26.378,00 |
| 19 | 20.649,00 | 23.649,00 | 26.431,30 | 27.246,00 |
| 20 | 20.649,00 | 23.649,00 | 26.431,30 | 27.246,00 |

| | B1A | B2A | B3A | B4A |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 21 | 21.021,00 | 24.021,00 | 27.055,57 | 27.816,00 |
| 22 | 21.021,00 | 24.021,00 | 27.055,57 | 27.816,00 |
| 23 | 21.393,00 | 24.632,85 | 27.679,84 | 28.386,00 |
| 24 | 21.393,00 | 24.632,85 | 27.679,84 | 28.386,00 |
| 25 | 21.765,00 | 25.257,12 | 28.304,11 | 28.956,00 |
| 26 | 21.765,00 | 25.257,12 | 28.304,11 | 28.956,00 |
| 27 | 22.137,00 | 25.881,39 | 28.928,38 | 29.526,00 |
| 28 | 22.137,00 | 25.881,39 | 28.928,38 | 29.526,00 |
| 29 | 22.509,00 | 27.129,93 | 30.176,92 | 30.666,00 |

| | B1B | B2B | B3B | B4B |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 17.274,00 | 20.274,00 | 23.274,00 | 24.531,00 |
| 01 | 17.527,00 | 20.527,00 | 23.527,00 | 24.903,00 |
| 02 | 17.780,00 | 20.780,00 | 23.780,00 | 25.275,00 |
| 03 | 18.033,00 | 21.033,00 | 24.033,00 | 25.647,00 |
| 04 | 18.033,00 | 21.033,00 | 24.033,00 | 25.647,00 |
| 05 | 18.326,00 | 21.326,00 | 24.326,00 | 25.940,00 |
| 06 | 18.326,00 | 21.326,00 | 24.326,00 | 25.940,00 |
| 07 | 18.717,00 | 21.717,00 | 24.717,00 | 26.233,00 |
| 08 | 18.717,00 | 21.717,00 | 24.717,00 | 26.233,00 |
| 09 | 19.390,00 | 22.390,00 | 25.390,00 | 26.906,00 |
| 10 | 19.390,00 | 22.390,00 | 25.390,00 | 26.906,00 |
| 11 | 20.063,00 | 23.063,00 | 26.063,00 | 27.579,00 |
| 12 | 20.063,00 | 23.063,00 | 26.063,00 | 27.579,00 |
| 13 | 20.688,00 | 23.688,00 | 26.688,00 | 28.252,00 |
| 14 | 20.688,00 | 23.688,00 | 26.688,00 | 28.252,00 |
| 15 | 21.313,00 | 24.313,00 | 27.313,00 | 29.244,00 |
| 16 | 21.313,00 | 24.313,00 | 27.313,00 | 29.244,00 |
| 17 | 21.938,00 | 24.938,00 | 27.938,00 | 29.988,00 |
| 18 | 21.938,00 | 24.938,00 | 27.938,00 | 29.988,00 |
| 19 | 22.563,00 | 25.563,00 | 28.563,00 | 30.732,00 |
| 20 | 22.563,00 | 25.563,00 | 28.563,00 | 30.732,00 |
| 21 | 23.188,00 | 26.188,00 | 29.188,00 | 31.476,00 |
| 22 | 23.188,00 | 26.188,00 | 29.188,00 | 31.476,00 |
| 23 | 23.813,00 | 26.813,00 | 29.813,00 | 32.220,00 |
| 24 | 23.813,00 | 26.813,00 | 29.813,00 | 32.220,00 |
| 25 | 24.438,00 | 27.438,00 | 30.438,00 | 32.964,00 |
| 26 | 24.438,00 | 27.438,00 | 30.438,00 | 32.964,00 |
| 27 | 25.063,00 | 28.063,00 | 31.063,00 | 33.708,00 |
| 28 | 25.063,00 | 28.063,00 | 31.063,00 | 33.708,00 |
| 29 | 25.688,00 | 28.688,00 | 31.688,00 | 35.018,62 |

| | B1C | B2C | B3C | B4C |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 15.476,56 | 17.976,56 | 20.476,56 | 20.476,56 |
| 01 | 15.791,00 | 18.228,74 | 20.728,74 | 20.728,74 |
| 02 | 16.460,00 | 18.480,92 | 20.980,92 | 20.980,92 |
| 03 | 17.129,00 | 18.733,10 | 21.233,10 | 21.233,10 |
| 04 | 17.129,00 | 18.733,10 | 21.233,10 | 21.233,10 |
| 05 | 17.724,00 | 19.025,69 | 21.525,69 | 21.525,69 |

| | B1C | B2C | B3C | B4C |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 06 | 17.724,00 | 19.025,69 | 21.525,69 | 21.525,69 |
| 07 | 18.319,00 | 19.415,73 | 21.915,73 | 22.038,00 |
| 08 | 18.319,00 | 19.415,73 | 21.915,73 | 22.038,00 |
| 09 | 18.740,00 | 20.088,04 | 22.588,04 | 22.906,00 |
| 10 | 18.740,00 | 20.088,04 | 22.588,04 | 22.906,00 |
| 11 | 19.161,00 | 20.760,35 | 23.260,35 | 23.774,00 |
| 12 | 19.161,00 | 20.760,35 | 23.260,35 | 23.774,00 |
| 13 | 19.533,00 | 21.384,62 | 23.884,62 | 24.642,00 |
| 14 | 19.533,00 | 21.384,62 | 23.884,62 | 24.642,00 |
| 15 | 19.905,00 | 22.008,89 | 24.508,89 | 25.510,00 |
| 16 | 19.905,00 | 22.008,89 | 24.508,89 | 25.510,00 |
| 17 | 20.277,00 | 22.633,16 | 25.133,16 | 26.378,00 |
| 18 | 20.277,00 | 22.633,16 | 25.133,16 | 26.378,00 |
| 19 | 20.757,43 | 23.257,43 | 25.757,43 | 27.246,00 |
| 20 | 20.757,43 | 23.257,43 | 25.757,43 | 27.246,00 |
| 21 | 21.381,70 | 23.881,70 | 26.381,70 | 27.816,00 |
| 22 | 21.381,70 | 23.881,70 | 26.381,70 | 27.816,00 |
| 23 | 22.005,97 | 24.505,97 | 27.005,97 | 28.386,00 |
| 24 | 22.005,97 | 24.505,97 | 27.005,97 | 28.386,00 |
| 25 | 22.630,24 | 25.130,24 | 27.630,24 | 28.956,00 |
| 26 | 22.630,24 | 25.130,24 | 27.630,24 | 28.956,00 |
| 27 | 23.254,51 | 25.754,51 | 28.254,51 | 29.526,00 |
| 28 | 23.254,51 | 25.754,51 | 28.254,51 | 29.526,00 |
| 29 | 23.878,78 | 26.802,64 | 28.878,78 | 30.666,00 |

| | B1D | B2D | B3D | B4D |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 16.804,00 | 19.304,00 | 20.103,50 | 20.903,00 |
| 01 | 17.057,00 | 19.557,00 | 20.540,00 | 21.523,00 |
| 02 | 17.310,00 | 19.810,00 | 20.976,50 | 22.143,00 |
| 03 | 17.563,00 | 20.063,00 | 21.413,00 | 22.763,00 |
| 04 | 17.563,00 | 20.063,00 | 21.413,00 | 22.763,00 |
| 05 | 17.856,00 | 20.356,00 | 21.956,00 | 23.556,00 |
| 06 | 17.856,00 | 20.356,00 | 21.956,00 | 23.556,00 |
| 07 | 18.247,00 | 20.747,00 | 22.548,00 | 24.349,00 |
| 08 | 18.247,00 | 20.747,00 | 22.548,00 | 24.349,00 |
| 09 | 18.920,00 | 21.420,00 | 23.281,00 | 25.142,00 |
| 10 | 18.920,00 | 21.420,00 | 23.281,00 | 25.142,00 |
| 11 | 19.593,00 | 22.093,00 | 24.014,00 | 25.935,00 |
| 12 | 19.593,00 | 22.093,00 | 24.014,00 | 25.935,00 |
| 13 | 20.218,00 | 22.718,00 | 24.723,00 | 26.728,00 |
| 14 | 20.218,00 | 22.718,00 | 24.723,00 | 26.728,00 |
| 15 | 20.843,00 | 23.343,00 | 25.432,00 | 27.521,00 |
| 16 | 20.843,00 | 23.343,00 | 25.432,00 | 27.521,00 |
| 17 | 21.468,00 | 23.968,00 | 26.141,00 | 28.314,00 |
| 18 | 21.468,00 | 23.968,00 | 26.141,00 | 28.314,00 |
| 19 | 22.093,00 | 24.593,00 | 26.992,00 | 29.232,00 |
| 20 | 22.093,00 | 24.593,00 | 26.992,00 | 29.232,00 |
| 21 | 22.718,00 | 25.218,00 | 27.910,00 | 30.150,00 |
| 22 | 22.718,00 | 25.218,00 | 27.910,00 | 30.150,00 |
| 23 | 23.343,00 | 25.843,00 | 28.828,00 | 31.068,00 |

| | B1D | B2D | B3D | B4D |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 24 | 23.343,00 | 25.843,00 | 28.828,00 | 31.068,00 |
| 25 | 23.968,00 | 26.468,00 | 29.342,00 | 31.582,00 |
| 26 | 23.968,00 | 26.468,00 | 29.342,00 | 31.582,00 |
| 27 | 24.593,00 | 27.093,00 | 29.856,00 | 32.096,00 |
| 28 | 24.593,00 | 27.093,00 | 29.856,00 | 32.096,00 |
| 29 | 25.218,00 | 27.718,00 | 30.884,00 | 33.124,00 |

Tableau 3. — Niveau C

Tabel 3. — Niveau C

| | CC1 | CC2 | CC3 | CC4 |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 14.273,70 | 15.773,70 | 17.273,70 | 18.773,70 |
| 01 | 14.541,01 | 16.041,01 | 17.541,01 | 19.041,01 |
| 02 | 14.808,32 | 16.308,32 | 17.808,32 | 19.308,32 |
| 03 | 15.075,63 | 16.575,63 | 18.075,63 | 19.575,63 |
| 04 | 15.075,63 | 16.575,63 | 18.075,63 | 19.575,63 |
| 05 | 15.431,97 | 16.931,97 | 18.431,97 | 19.931,97 |
| 06 | 15.431,97 | 16.931,97 | 18.431,97 | 19.931,97 |
| 07 | 15.788,31 | 17.288,31 | 18.788,31 | 20.288,31 |
| 08 | 15.788,31 | 17.288,31 | 18.788,31 | 20.288,31 |
| 09 | 16.411,92 | 17.911,92 | 19.411,92 | 20.911,92 |
| 10 | 16.411,92 | 17.911,92 | 19.411,92 | 20.911,92 |
| 11 | 17.035,53 | 18.535,53 | 20.035,53 | 21.535,53 |
| 12 | 17.035,53 | 18.535,53 | 20.035,53 | 21.535,53 |
| 13 | 17.659,14 | 19.159,14 | 20.659,14 | 22.159,14 |
| 14 | 17.659,14 | 19.159,14 | 20.659,14 | 22.159,14 |
| 15 | 18.282,75 | 19.782,75 | 21.282,75 | 22.782,75 |
| 16 | 18.282,75 | 19.782,75 | 21.282,75 | 22.782,75 |
| 17 | 18.906,36 | 20.406,36 | 21.906,36 | 23.406,36 |
| 18 | 18.906,36 | 20.406,36 | 21.906,36 | 23.406,36 |
| 19 | 19.529,97 | 21.029,97 | 22.529,97 | 24.029,97 |
| 20 | 19.529,97 | 21.029,97 | 22.529,97 | 24.029,97 |
| 21 | 20.153,58 | 21.653,58 | 23.153,58 | 24.653,58 |
| 22 | 20.153,58 | 21.653,58 | 23.153,58 | 24.653,58 |
| 23 | 20.777,19 | 22.277,19 | 23.777,19 | 25.277,19 |
| 24 | 20.777,19 | 22.277,19 | 23.777,19 | 25.277,19 |
| 25 | 21.400,80 | 22.900,80 | 24.400,80 | 25.900,80 |
| 26 | 21.400,80 | 22.900,80 | 24.400,80 | 25.900,80 |
| 27 | 22.024,41 | 23.524,41 | 25.024,41 | 26.524,41 |
| 28 | 22.024,41 | 23.524,41 | 25.024,41 | 26.524,41 |
| 29 | 22.648,02 | 24.148,02 | 25.648,02 | 26.921,36 |

| | C1A | C2A | C3A | C4A |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 14.558,01 | 16.058,01 | 17.558,01 | 19.058,01 |
| 01 | 14.825,32 | 16.325,32 | 17.825,32 | 19.325,32 |
| 02 | 15.092,63 | 16.592,63 | 18.092,63 | 19.592,63 |
| 03 | 15.359,94 | 16.859,94 | 18.359,94 | 19.859,94 |
| 04 | 15.359,94 | 16.859,94 | 18.359,94 | 19.859,94 |

| | C1A | C2A | C3A | C4A |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 05 | 15.716,28 | 17.416,28 | 18.716,28 | 20.216,28 |
| 06 | 15.716,28 | 17.416,28 | 18.716,28 | 20.216,28 |
| 07 | 16.072,62 | 17.772,62 | 19.072,62 | 20.572,62 |
| 08 | 16.072,62 | 17.772,62 | 19.072,62 | 20.572,62 |
| 09 | 16.696,23 | 18.396,23 | 19.696,23 | 21.196,23 |
| 10 | 16.696,23 | 18.396,23 | 19.696,23 | 21.196,23 |
| 11 | 17.319,84 | 19.019,84 | 20.319,84 | 21.819,84 |
| 12 | 17.319,84 | 19.019,84 | 20.319,84 | 21.819,84 |
| 13 | 17.943,45 | 19.643,45 | 20.943,45 | 22.443,45 |
| 14 | 17.943,45 | 19.643,45 | 20.943,45 | 22.443,45 |
| 15 | 18.567,06 | 20.267,06 | 21.567,06 | 23.067,06 |
| 16 | 18.567,06 | 20.267,06 | 21.567,06 | 23.067,06 |
| 17 | 19.190,67 | 20.690,67 | 22.190,67 | 23.690,67 |
| 18 | 19.190,67 | 20.690,67 | 22.190,67 | 23.690,67 |
| 19 | 19.814,28 | 21.314,28 | 22.814,28 | 24.314,28 |
| 20 | 19.814,28 | 21.314,28 | 22.814,28 | 24.314,28 |
| 21 | 20.437,89 | 21.937,89 | 23.437,89 | 24.937,89 |
| 22 | 20.437,89 | 21.937,89 | 23.437,89 | 24.937,89 |
| 23 | 21.061,50 | 22.561,50 | 24.061,50 | 25.561,50 |
| 24 | 21.061,50 | 22.561,50 | 24.061,50 | 25.561,50 |
| 25 | 21.685,11 | 23.185,11 | 24.685,11 | 26.185,11 |
| 26 | 21.685,11 | 23.185,11 | 24.685,11 | 26.185,11 |
| 27 | 22.308,72 | 23.808,72 | 25.308,72 | 26.808,72 |
| 28 | 22.308,72 | 23.808,72 | 25.308,72 | 26.808,72 |
| 29 | 22.932,33 | 24.432,33 | 25.932,33 | 28.055,94 |

| | C1D | C2D | C3D | C4D |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 15.692,86 | 15.905,00 | 17.990,45 | 18.868,11 |
| 01 | 16.004,95 | 16.172,31 | 18.257,76 | 19.135,42 |
| 02 | 16.317,04 | 16.439,62 | 18.525,07 | 19.402,73 |
| 03 | 16.629,13 | 16.706,93 | 18.792,38 | 19.670,04 |
| 04 | 16.629,13 | 16.706,93 | 18.792,38 | 19.670,04 |
| 05 | 17.164,26 | 17.063,27 | 19.148,72 | 20.026,38 |
| 06 | 17.164,26 | 17.063,27 | 19.148,72 | 20.026,38 |
| 07 | 17.699,39 | 17.419,61 | 19.505,06 | 20.382,72 |
| 08 | 17.699,39 | 17.419,61 | 19.505,06 | 20.382,72 |
| 09 | 18.234,52 | 18.132,25 | 20.217,70 | 21.095,36 |
| 10 | 18.234,52 | 18.132,25 | 20.217,70 | 21.095,36 |
| 11 | 18.769,65 | 18.844,89 | 20.930,34 | 21.808,00 |
| 12 | 18.769,65 | 18.844,89 | 20.930,34 | 21.808,00 |
| 13 | 19.304,78 | 19.468,50 | 21.553,95 | 22.431,61 |
| 14 | 19.304,78 | 19.468,50 | 21.553,95 | 22.431,61 |
| 15 | 19.839,91 | 20.092,11 | 22.177,56 | 23.055,22 |
| 16 | 19.839,91 | 20.092,11 | 22.177,56 | 23.055,22 |
| 17 | 20.375,04 | 20.715,72 | 22.801,17 | 23.678,83 |
| 18 | 20.375,04 | 20.715,72 | 22.801,17 | 23.678,83 |
| 19 | 20.910,17 | 21.339,33 | 23.424,78 | 24.302,44 |
| 20 | 20.910,17 | 21.339,33 | 23.424,78 | 24.302,44 |
| 21 | 21.445,30 | 21.962,94 | 24.048,39 | 24.926,05 |
| 22 | 21.445,30 | 21.962,94 | 24.048,39 | 24.926,05 |

| | C1D | C2D | C3D | C4D |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 23 | 21.980,43 | 22.586,55 | 24.672,00 | 25.549,66 |
| 24 | 21.980,43 | 22.586,55 | 24.672,00 | 25.549,66 |
| 25 | 22.515,56 | 23.210,16 | 25.295,61 | 26.173,27 |
| 26 | 22.515,56 | 23.210,16 | 25.295,61 | 26.173,27 |
| 27 | 23.050,69 | 23.833,77 | 25.919,22 | 26.796,88 |
| 28 | 23.050,69 | 23.833,77 | 25.919,22 | 26.796,88 |
| 29 | 23.585,82 | 24.457,38 | 27.166,44 | 28.044,10 |

Tableau 4. — Niveau D

Tabel 4. — Niveau D

A. Membres du personnel statutaires :
Statutaire personeelsleden :

| | DD1 | DD2 | DD3 | DD4 |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 00 | 12.491,64 | 13.491,64 | 14.491,64 | 15.491,64 |
| 01 | 12.602,54 | 13.602,54 | 14.602,64 | 15.602,64 |
| 02 | 12.713,44 | 13.713,44 | 14.713,44 | 15.713,44 |
| 03 | 12.824,34 | 13.824,34 | 14.824,34 | 15.824,34 |
| 04 | 12.824,34 | 13.824,34 | 14.824,34 | 15.824,34 |
| 05 | 12.883,68 | 13.883,68 | 14.883,68 | 15.883,68 |
| 06 | 12.883,68 | 13.883,68 | 14.883,68 | 15.883,68 |
| 07 | 12.943,02 | 13.943,02 | 14.943,02 | 15.943,02 |
| 08 | 12.943,02 | 13.943,02 | 14.943,02 | 15.943,02 |
| 09 | 13.002,36 | 14.002,36 | 15.002,36 | 16.002,36 |
| 10 | 13.002,36 | 14.002,36 | 15.002,36 | 16.002,36 |
| 11 | 13.061,70 | 14.061,70 | 15.061,70 | 16.061,70 |
| 12 | 13.061,70 | 14.061,70 | 15.061,70 | 16.061,70 |
| 13 | 13.121,04 | 14.121,04 | 15.121,04 | 16.121,04 |
| 14 | 13.121,04 | 14.121,04 | 15.121,04 | 16.121,04 |
| 15 | 13.180,38 | 14.180,38 | 15.180,38 | 16.180,38 |
| 16 | 13.180,38 | 14.180,38 | 15.180,38 | 16.180,38 |
| 17 | 13.239,72 | 14.239,72 | 15.239,72 | 16.239,72 |
| 18 | 13.239,72 | 14.239,72 | 15.239,72 | 16.239,72 |
| 19 | 13.299,06 | 14.299,06 | 15.299,06 | 16.299,06 |
| 20 | 13.299,06 | 14.299,06 | 15.299,06 | 16.299,06 |
| 21 | 13.358,40 | 14.358,40 | 15.358,40 | 16.358,40 |
| 22 | 13.358,40 | 14.358,40 | 15.358,40 | 16.358,40 |
| 23 | 13.417,74 | 14.417,74 | 15.417,74 | 16.417,74 |
| 24 | 13.417,74 | 14.417,74 | 15.417,74 | 16.417,74 |
| 25 | 13.545,13 | 14.545,13 | 15.545,13 | 16.545,13 |
| 26 | 13.545,13 | 14.545,13 | 15.545,13 | 16.545,13 |
| 27 | 13.672,52 | 14.672,52 | 15.672,52 | 16.672,52 |

| | D1A | D2A | D3A | D4A |
|----|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 00 | 12.874,26 | 13.818,64 | 14.322,70 | 15.322,70 |
| 01 | 13.014,35 | 13.958,73 | 14.541,36 | 15.541,36 |
| 02 | 13.154,44 | 14.098,82 | 14.760,02 | 15.760,02 |
| 03 | 13.294,53 | 14.238,91 | 14.978,68 | 15.978,68 |
| 04 | 13.294,53 | 14.238,91 | 14.978,68 | 15.978,68 |

| | D1A | D2A | D3A | D4A |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 05 | 13.489,20 | 14.452,41 | 15.237,68 | 16.237,68 |
| 06 | 13.489,20 | 14.452,41 | 15.237,68 | 16.237,68 |
| 07 | 13.683,87 | 14.665,91 | 15.496,68 | 16.496,68 |
| 08 | 13.683,87 | 14.665,91 | 15.496,68 | 16.496,68 |
| 09 | 13.878,54 | 14.879,41 | 15.755,68 | 16.755,68 |
| 10 | 13.878,54 | 14.879,41 | 15.755,68 | 16.755,68 |
| 11 | 14.073,21 | 15.092,91 | 16.014,68 | 17.014,68 |
| 12 | 14.073,21 | 15.092,91 | 16.014,68 | 17.014,68 |
| 13 | 14.267,88 | 15.306,41 | 16.363,73 | 17.363,73 |
| 14 | 14.267,88 | 15.306,41 | 16.363,73 | 17.363,73 |
| 15 | 14.591,99 | 15.655,46 | 16.712,78 | 17.712,78 |
| 16 | 14.591,99 | 15.655,46 | 16.712,78 | 17.712,78 |
| 17 | 14.916,10 | 16.004,51 | 17.061,83 | 18.061,83 |
| 18 | 14.916,10 | 16.004,51 | 17.061,83 | 18.061,83 |
| 19 | 15.240,21 | 16.353,56 | 17.410,88 | 18.410,88 |
| 20 | 15.240,21 | 16.353,56 | 17.410,88 | 18.410,88 |
| 21 | 15.564,32 | 16.702,61 | 17.759,93 | 18.759,93 |
| 22 | 15.564,32 | 16.702,61 | 17.759,93 | 18.759,93 |
| 23 | 15.888,43 | 17.051,66 | 18.108,98 | 19.108,98 |
| 24 | 15.888,43 | 17.051,66 | 18.108,98 | 19.108,98 |
| 25 | 16.212,54 | 17.400,71 | 18.458,03 | 19.458,03 |
| 26 | 16.212,54 | 17.400,71 | 18.458,03 | 19.458,03 |
| 27 | 16.536,65 | 17.749,76 | 18.807,08 | 19.807,08 |
| 28 | 16.536,65 | 17.749,76 | 18.807,08 | 19.807,08 |
| 29 | 16.860,76 | 18.098,81 | 19.505,18 | 20.505,18 |

| | D1B | D2B | D3B | D4B |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 13.190,84 | 13.999,32 | 15.255,43 | 18.470,68 |
| 01 | 13.330,93 | 14.217,98 | 15.474,09 | 18.689,34 |
| 02 | 13.471,02 | 14.436,64 | 15.692,75 | 18.908,00 |
| 03 | 13.611,11 | 14.655,30 | 15.911,41 | 19.126,66 |
| 04 | 13.611,11 | 14.655,30 | 15.911,41 | 19.126,66 |
| 05 | 13.832,38 | 14.868,80 | 16.178,20 | 19.393,45 |
| 06 | 13.832,38 | 14.868,80 | 16.178,20 | 19.393,45 |
| 07 | 14.053,65 | 15.082,30 | 16.444,99 | 19.660,24 |
| 08 | 14.053,65 | 15.082,30 | 16.444,99 | 19.660,24 |
| 09 | 14.274,92 | 15.295,80 | 16.711,78 | 19.927,03 |
| 10 | 14.274,92 | 15.295,80 | 16.711,78 | 19.927,03 |
| 11 | 14.496,19 | 15.509,30 | 16.978,57 | 20.193,82 |
| 12 | 14.496,19 | 15.509,30 | 16.978,57 | 20.193,82 |
| 13 | 14.717,46 | 15.722,80 | 17.327,62 | 20.546,85 |
| 14 | 14.717,46 | 15.722,80 | 17.327,62 | 20.546,85 |
| 15 | 15.066,51 | 16.071,85 | 17.676,67 | 20.899,88 |
| 16 | 15.066,51 | 16.071,85 | 17.676,67 | 20.899,88 |
| 17 | 15.415,56 | 16.420,90 | 18.025,72 | 21.252,91 |
| 18 | 15.415,56 | 16.420,90 | 18.025,72 | 21.252,91 |
| 19 | 15.764,61 | 16.769,95 | 18.374,77 | 21.605,94 |
| 20 | 15.764,61 | 16.769,95 | 18.374,77 | 21.605,94 |
| 21 | 16.113,66 | 17.119,00 | 18.723,82 | 21.958,97 |
| 22 | 16.113,66 | 17.119,00 | 18.723,82 | 21.958,97 |

| | D1B | D2B | D3B | D4B |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 23 | 16.462,71 | 17.468,05 | 19.072,87 | 22.312,00 |
| 24 | 16.462,71 | 17.468,05 | 19.072,87 | 22.312,00 |
| 25 | 16.811,76 | 17.817,10 | 19.421,92 | 22.665,03 |
| 26 | 16.811,76 | 17.817,10 | 19.421,92 | 22.665,03 |
| 27 | 17.160,81 | 18.166,15 | 19.770,97 | 23.018,06 |
| 28 | 17.160,81 | 18.166,15 | 19.770,97 | 23.018,06 |
| 29 | 17.509,86 | 18.515,20 | 20.469,07 | 23.724,12 |

| | D1C | D2C | D3C | D4C |
|----|------------|------------|------------|------------|
| 00 | 13.190,84 | 13.519,32 | 15.255,43 | 18.470,68 |
| 01 | 13.330,93 | 13.737,98 | 15.474,09 | 18.689,34 |
| 02 | 13.471,02 | 13.956,64 | 15.692,75 | 18.908,00 |
| 03 | 13.611,11 | 14.175,30 | 15.911,41 | 19.126,66 |
| 04 | 13.611,11 | 14.175,30 | 15.911,41 | 19.126,66 |
| 05 | 13.832,38 | 14.454,25 | 16.178,20 | 19.393,45 |
| 06 | 13.832,38 | 14.454,25 | 16.178,20 | 19.393,45 |
| 07 | 14.053,65 | 14.733,20 | 16.444,99 | 19.660,24 |
| 08 | 14.053,65 | 14.733,20 | 16.444,99 | 19.660,24 |
| 09 | 14.274,92 | 15.012,15 | 16.711,78 | 19.927,03 |
| 10 | 14.274,92 | 15.012,15 | 16.711,78 | 19.927,03 |
| 11 | 14.496,19 | 15.291,10 | 16.978,57 | 20.193,82 |
| 12 | 14.496,19 | 15.291,10 | 16.978,57 | 20.193,82 |
| 13 | 14.717,46 | 15.570,05 | 17.327,62 | 20.546,85 |
| 14 | 14.717,46 | 15.570,05 | 17.327,62 | 20.546,85 |
| 15 | 15.066,51 | 15.919,10 | 17.676,67 | 20.899,88 |
| 16 | 15.066,51 | 15.919,10 | 17.676,67 | 20.899,88 |
| 17 | 15.415,56 | 16.268,15 | 18.025,72 | 21.252,91 |
| 18 | 15.415,56 | 16.268,15 | 18.025,72 | 21.252,91 |
| 19 | 15.764,61 | 16.617,20 | 18.374,77 | 21.605,94 |
| 20 | 15.764,61 | 16.617,20 | 18.374,77 | 21.605,94 |
| 21 | 16.113,66 | 16.966,25 | 18.723,82 | 21.958,97 |
| 22 | 16.113,66 | 16.966,25 | 18.723,82 | 21.958,97 |
| 23 | 16.462,71 | 17.315,30 | 19.072,87 | 22.312,00 |
| 24 | 16.462,71 | 17.315,30 | 19.072,87 | 22.312,00 |
| 25 | 16.811,76 | 17.664,35 | 19.421,92 | 22.665,03 |
| 26 | 16.811,76 | 17.664,35 | 19.421,92 | 22.665,03 |
| 27 | 17.160,81 | 18.013,40 | 19.770,97 | 23.018,06 |
| 28 | 17.160,81 | 18.013,40 | 19.770,97 | 23.018,06 |
| 29 | 17.509,86 | 18.362,45 | 20.469,07 | 23.724,12 |

B. Membres du personnel contractuels :

Contractuele personeelsleden :

| | DD1 | DD2.1 | DD3.1 |
|----|------------|--------------|--------------|
| 00 | 12.491,64 | 12.634,26 | 13.004,89 |
| 01 | 12.602,54 | 12.742,98 | 13.113,61 |
| 02 | 12.713,44 | 12.851,70 | 13.222,33 |
| 03 | 12.824,34 | 12.960,42 | 13.331,05 |
| 04 | 12.824,34 | 12.960,42 | 13.331,05 |
| 05 | 12.883,68 | 13.018,59 | 13.482,33 |

| | DD1 | DD2.1 | DD3.1 |
|----|------------|--------------|--------------|
| 06 | 12.883,68 | 13.018,59 | 13.482,33 |
| 07 | 12.943,02 | 13.076,76 | 13.633,61 |
| 08 | 12.943,02 | 13.076,76 | 13.633,61 |
| 09 | 13.002,36 | 13.201,65 | 13.795,21 |
| 10 | 13.002,36 | 13.201,65 | 13.795,21 |
| 11 | 13.061,70 | 13.326,54 | 13.956,81 |
| 12 | 13.061,70 | 13.326,54 | 13.956,81 |
| 13 | 13.121,04 | 13.451,43 | 14.118,41 |
| 14 | 13.121,04 | 13.451,43 | 14.118,41 |
| 15 | 13.180,38 | 13.576,32 | 14.280,01 |
| 16 | 13.180,38 | 13.576,32 | 14.280,01 |
| 17 | 13.239,72 | 13.701,21 | 14.441,61 |
| 18 | 13.239,72 | 13.701,21 | 14.441,61 |
| 19 | 13.299,06 | 13.826,10 | 14.603,21 |
| 20 | 13.299,06 | 13.826,10 | 14.603,21 |
| 21 | 13.358,40 | 13.950,99 | 14.764,81 |
| 22 | 13.358,40 | 13.950,99 | 14.764,81 |
| 23 | 13.417,74 | 14.075,88 | 14.926,41 |
| 24 | 13.417,74 | 14.075,88 | 14.926,41 |
| 25 | 13.545,13 | 14.200,77 | 15.088,01 |
| 26 | 13.545,13 | 14.200,77 | 15.088,01 |
| 27 | 13.672,52 | 14.325,66 | 15.249,61 |

| | D1A | D2A.1 |
|----|------------|--------------|
| 00 | 12.874,26 | 13.004,89 |
| 01 | 13.014,35 | 13.144,98 |
| 02 | 13.154,44 | 13.285,07 |
| 03 | 13.294,53 | 13.425,16 |
| 04 | 13.294,53 | 13.425,16 |
| 05 | 13.489,20 | 13.619,83 |
| 06 | 13.489,20 | 13.619,83 |
| 07 | 13.683,87 | 13.814,50 |
| 08 | 13.683,87 | 13.814,50 |
| 09 | 13.878,54 | 14.009,17 |
| 10 | 13.878,54 | 14.009,17 |
| 11 | 14.073,21 | 14.203,84 |
| 12 | 14.073,21 | 14.203,84 |
| 13 | 14.267,88 | 14.398,51 |
| 14 | 14.267,88 | 14.398,51 |
| 15 | 14.591,99 | 14.747,56 |
| 16 | 14.591,99 | 14.747,56 |
| 17 | 14.916,10 | 15.096,61 |
| 18 | 14.916,10 | 15.096,61 |
| 19 | 15.240,21 | 15.445,66 |
| 20 | 15.240,21 | 15.445,66 |
| 21 | 15.564,32 | 15.794,71 |
| 22 | 15.564,32 | 15.794,71 |
| 23 | 15.888,43 | 16.143,76 |
| 24 | 15.888,43 | 16.143,76 |
| 25 | 16.212,54 | 16.492,81 |

| | D1A | D2A.1 |
|----|------------|--------------|
| 26 | 16.212,54 | 16.492,81 |
| 27 | 16.536,65 | 16.841,86 |
| 28 | 16.536,65 | 16.841,86 |
| 29 | 16.860,76 | 17.190,91 |

| | D1B | D2B.1 |
|----|------------|--------------|
| 00 | 13.190,84 | 13.295,94 |
| 01 | 13.330,93 | 13.436,03 |
| 02 | 13.471,02 | 13.576,12 |
| 03 | 13.611,11 | 13.716,21 |
| 04 | 13.611,11 | 13.716,21 |
| 05 | 13.832,38 | 13.995,16 |
| 06 | 13.832,38 | 13.995,16 |
| 07 | 14.053,65 | 14.274,11 |
| 08 | 14.053,65 | 14.274,11 |
| 09 | 14.274,92 | 14.553,06 |
| 10 | 14.274,92 | 14.553,06 |
| 11 | 14.496,19 | 14.832,01 |
| 12 | 14.496,19 | 14.832,01 |
| 13 | 14.717,46 | 15.110,96 |
| 14 | 14.717,46 | 15.110,96 |
| 15 | 15.066,51 | 15.460,01 |
| 16 | 15.066,51 | 15.460,01 |
| 17 | 15.415,56 | 15.809,06 |
| 18 | 15.415,56 | 15.809,06 |
| 19 | 15.764,61 | 16.158,11 |
| 20 | 15.764,61 | 16.158,11 |
| 21 | 16.113,66 | 16.507,16 |
| 22 | 16.113,66 | 16.507,16 |
| 23 | 16.462,71 | 16.856,21 |
| 24 | 16.462,71 | 16.856,21 |
| 25 | 16.811,76 | 17.205,26 |
| 26 | 16.811,76 | 17.205,26 |
| 27 | 17.160,81 | 17.554,31 |
| 28 | 17.160,81 | 17.554,31 |
| 29 | 17.509,86 | 17.903,36 |

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 20 juin 2019 modifiant la position juridique pécuniaire du personnel des services de police.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 20 juni 2019 tot wijziging van de geldelijke rechtspositie van het personeel van de politiediensten.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,
P. DE CREM

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,
P. DE CREM

De Minister van Justitie,
K. GEENS